

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL  
MISSION MINISTÉRIELLE  
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES  
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT  
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2019

## LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES





### PROGRAMME 334

---

#### LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES

|   |    |
|---|----|
| <a href="#">Bilan stratégique du rapport annuel de performances</a> | 4  |
| <a href="#">Objectifs et indicateurs de performance</a>             | 8  |
| <a href="#">Présentation des crédits et des dépenses fiscales</a>   | 12 |
| <a href="#">Justification au premier euro</a>                       | 18 |
| <a href="#">Opérateurs</a>  | 35 |

## BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

### Jean-Baptiste GOURDIN

Directeur général des médias et des industries culturelles

Responsable du programme n° 334 : Livre et industries culturelles

Créé en loi de finances pour 2011, le programme 334 « Livre et industries culturelles » regroupe au sein de la mission « Médias, livre et industries culturelles », les crédits spécifiquement attribués par l'État, d'une part, à la politique en faveur du livre et de la lecture (action 1) et, d'autre part, aux priorités du ministère de la culture en matière d'industries culturelles, et plus spécialement au secteur de la musique enregistrée (action 2), à l'exception de celles conduites par le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), financées par taxes affectées.

Dans ces différents domaines, l'intervention publique vise à assurer la diversité et le renouvellement de la création, ainsi que sa diffusion auprès des publics les plus larges. Il s'agit là d'un enjeu de démocratie, car la richesse de la création et la capacité du public à y accéder et à y participer constituent l'une des clés de la cohésion de la société et, en son sein, de l'épanouissement de chacun.

S'agissant **du livre et de la lecture**, la politique de l'État consiste à favoriser le développement de la création littéraire, la diffusion du patrimoine écrit et des pratiques de lecture, à travers l'action des différents acteurs concernés : auteurs, éditeurs, libraires, collectivités, bibliothèques. Cette politique passe à la fois par la conservation et la valorisation des collections patrimoniales, en premier lieu celles dont l'État est propriétaire, par le développement de la lecture, à travers l'appui apporté au réseau des bibliothèques publiques et un soutien aux partenaires associatifs, et enfin par un ensemble d'actions en direction de l'économie du livre, avec pour finalité le maintien et la promotion de la diversité éditoriale.

Dans le secteur **des industries culturelles**, l'intervention publique n'a pas pour objectif de se substituer aux acteurs privés, vecteurs naturels de la création et garants de son originalité, mais d'assurer certains équilibres, notamment en termes de diversité et d'accès à l'offre, que les règles économiques du marché n'assurent pas à elles seules. Elle vise en particulier à faciliter l'accès des entrepreneurs des industries culturelles à l'ensemble des outils de développement économique à leur disposition.

Le contexte numérique appelle en tout état de cause une évolution des modalités de l'intervention publique, aussi bien en matière normative, qu'en termes de maintien d'un équilibre économique propice à la diversité de la création. Il s'agit par ailleurs de garantir, à travers le financement de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (HADOPI), la mise en œuvre de la réponse graduée.

En 2019, l'action publique en faveur de **l'économie du livre** a été particulièrement mobilisée autour des axes suivants. Tout d'abord, les **problématiques sociales et fiscales concernant les auteurs de l'écrit**, et plus largement l'ensemble des artistes-auteurs, ont acquis une acuité forte à l'occasion de plusieurs échéances concomitantes propres à affecter directement les créateurs : relèvement de la CSG au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (entièrement compensé pour les artistes-auteurs par la suppression de la cotisation à l'assurance maladie et, en l'absence de cotisation chômage, par une aide financière transitoire en 2018 et 2019, qui sera suivie à partir de 2020 d'un dispositif pérenne de prise en charge d'une fraction de la cotisation retraite des artistes-auteurs) ; poursuite des opérations de transfert à l'ACOSS de la fonction de recouvrement des cotisations et contributions sociales des artistes-auteurs ; préparation du système universel de retraite (discussions sur la réforme des retraites entre organisations professionnelles et Haut-commissariat à la réforme des retraites). Une large démarche de concertation a été poursuivie toute l'année, en particulier au sujet du dispositif des revenus accessoires, et la mission confiée à Bruno Racine sur l'auteur et l'acte de création a permis l'audition d'un grand nombre de représentants d'artistes-auteurs dans le but d'améliorer les conditions de la création en France.

Le comité de pilotage interministériel pour le **développement d'une édition numérique nativement accessible** a établi en 2018 un plan stratégique, décliné en plusieurs axes d'actions qui sont aujourd'hui mises en œuvre pour améliorer l'accès des personnes en situation de handicap à l'offre éditoriale, ceci dans la perspective de l'entrée en

vigueur des exigences de la directive « Acte européen d'accessibilité » en 2025. Ce comité réunit, outre l'ensemble des administrations et établissements publics concernés, les organisations représentant les personnes handicapées ainsi que celles représentant les différents acteurs concernés de la chaîne du livre (éditeurs, libraires, bibliothécaires).

Le contexte européen a été marqué par l'adoption le 17 avril 2019 de la **directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique** (le secteur du livre étant particulièrement concerné par les dispositions relatives aux exceptions, ainsi que par celles ayant trait à la gestion collective) dont les travaux de transposition, déjà entamés, doivent aboutir avant juin 2021.

Enfin, un important dispositif d'étude autour de l'économie de la **filière du livre à destination de la jeunesse** a été élaboré en lien avec les organisations représentant les auteurs, les éditeurs et les libraires. Ce travail concerté, qui aboutira au second semestre 2020, permettra, sous réserve d'une participation suffisante des auteurs, des éditeurs et des libraires aux différentes enquêtes, d'apporter des éclairages sur le partage de la valeur au sein de ce segment éditorial, ainsi que sur les effets du phénomène de « surproduction ».

En matière de lecture publique, l'année 2019 a été marquée par le déploiement du **Plan Bibliothèques**, présenté par le gouvernement en avril 2018 à la suite du rapport d'Erik Orsenna et de Noël Corbin, inspecteur général des affaires culturelles. Ce programme d'actions gouvernemental décline deux objectifs : « ouvrir plus », à savoir élargir l'amplitude horaire d'ouverture des bibliothèques, et « offrir plus », c'est-à-dire étendre les missions des bibliothèques dans les champs culturel, éducatif, numérique et social, tout en accompagnant les professionnels dans cette transformation.

En 2019, grâce à la consolidation de l'abondement de 8 M€ des crédits du concours particulier « bibliothèques » au sein de la dotation générale de décentralisation, 144 nouveaux projets d'extension des horaires d'ouverture ont bénéficié du soutien de l'État, portant à 343 le nombre de projets actifs à la fin 2019. Ces 343 projets concernent 640 communes et ont permis une extension moyenne hebdomadaire de 8h30, qui bénéficie à 9,1 millions de Français vivant dans une commune dont au moins une bibliothèque a étendu ses horaires. Cet effort des collectivités territoriales et de l'État bénéficie à tous les territoires : 60 % des projets concernent des communes de moins de 10 000 habitants. Cet effort sera poursuivi en 2020 avec l'objectif d'accompagner au moins 400 projets et de toucher plus de 14 millions de Français d'ici la fin de cette année.

L'année 2019 a également permis de consolider la dynamique du volet « offrir plus » du Plan Bibliothèques en maintenant la progression des crédits dévolus à la diversification des missions des bibliothèques. Les crédits mobilisés à cette fin sur le programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » de la mission « Culture », ont été consolidés en 2019 (+3M€), en particulier pour financer les dispositifs contractuels avec les collectivités territoriales, tels que les Contrats Départementaux Lecture Itinérance ou les contrats Territoire Lecture. Ces dispositifs contractuels permettent d'inscrire les bibliothèques au cœur des politiques d'inclusion sociale, numérique et culturelle : 52 % des CTL comportent au moins un quartier politique de la ville dans leur périmètre. Les premiers bénéficiaires de ces contrats sont les tout-petits, les jeunes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

L'année 2019 a permis la finalisation du décret réformant la partie réglementaire du Code du patrimoine (livre III relatif aux bibliothèques) qui est paru le 4 mars 2020.

Enfin, les travaux de réhabilitation (deuxième phase) du quadrilatère Richelieu de la Bibliothèque nationale de France se sont poursuivis en 2019, pour une livraison des espaces à l'automne 2021. La rénovation des espaces publics de la Bibliothèque publique d'information, confiée elle aussi à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC), débutera en 2021, l'année 2019 ayant permis d'achever les études préalables à la consultation des entreprises.

Pour sa troisième édition en janvier 2019, la « Nuit de la lecture » dans les bibliothèques et les librairies de l'ensemble du territoire a confirmé son succès avec près de 450 000 participants et 5 000 événements partout en France et dans 30 pays à travers le monde.

En matière de **soutien aux industries culturelles**, l'année 2019 a permis la consolidation des éditions régionales et internationales du forum « Entreprendre dans la culture » : l'événement s'est ainsi exporté à Mannheim en Allemagne, à Dakar au Sénégal, et à Montréal au Canada. Cette manifestation de promotion et de valorisation de l'entrepreneuriat culturel permet ainsi d'apporter des informations concrètes aux professionnels de la culture, ainsi qu'aux étudiants qui

souhaiteraient entreprendre dans le secteur culturel, afin de les accompagner dans leur professionnalisation et le développement de leur structure. Le succès de la seconde édition de l'appel à projets dédié aux structures proposant des dispositifs d'accompagnement aux jeunes entreprises du champ culturel, et qui a distingué une trentaine d'entreprises réparties sur tout le territoire national, témoigne également du dynamisme de l'entrepreneuriat culturel dans notre pays.

L'année 2019 aura également été marquée par le lancement au mois de novembre des Etats généraux des industries culturelles et créatives, en lien avec le ministère de l'Europe et des affaires étrangères et le ministère de l'Economie et des finances. Cette démarche vise à préparer l'installation en 2020 d'un Comité stratégique de filière, préalable à l'élaboration d'un contrat de filière.

Dans le champ plus spécifique du **soutien au secteur de la musique enregistrée**, le ministère de la Culture articule plusieurs dispositifs susceptibles de s'adapter aux différents besoins de la filière, afin de l'accompagner dans l'évolution des modes d'accès à la musique induits par les technologies numériques, et de promouvoir ainsi les objectifs de diversité culturelle dans l'ensemble de la production musicale.

L'instauration, par le décret n° 2016-1422 du 21 octobre 2016, de l'aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique enregistrée contribue à l'adaptation des modèles économiques des PME et TPE du secteur aux nouveaux usages numériques. Ce dispositif, ouvert aux producteurs phonographiques indépendants, aux distributeurs, aux plates-formes de musique en ligne et à leurs intermédiaires techniques, permet de prendre en charge jusqu'à 30% (avec un plafond de 50 000 €) des dépenses liées à des projets d'innovation, de développement technologique, de structuration et d'adaptation de leurs outils productifs aux nouveaux usages. 52 projets ont bénéficié de ce dispositif en 2019, à hauteur de 1,46 M€.

La consolidation du soutien au Bureau export de la musique française, dont la subvention a été augmentée de 1,3 M€ en 2018 pour atteindre 2,64 M€, et maintenue à ce niveau en 2019, a donné un signal politique fort à la filière musicale, dans un environnement au sein duquel le développement à l'export constitue une condition fondamentale de son équilibre économique et l'un des vecteurs majeurs de son développement.

Enfin, la prorogation de l'aide à l'emploi dans l'édition phonographique, instaurée par le décret n° 2017-1046 du 10 mai 2017 et prévue dans le cadre du dispositif du Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (FONPEPS), a permis en 2019 d'aider 176 projets d'enregistrements au sein des entreprises phonographiques œuvrant pour la diversité musicale.

Sur le plan de la **structuration de la filière musicale**, la **mission de préfiguration du Centre national de la Musique** confiée par le Premier ministre aux députés Emilie Cariou et Pascal Bois a rendu son rapport en janvier 2019. Ces travaux se sont concrétisés par l'adoption de la loi du 30 octobre 2019 relative à la création du Centre national de la musique (CNM), nouvel organisme créé au 1<sup>er</sup> janvier 2020, sous la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial. L'objectif de ce centre est de rassembler la filière musicale et de mieux répondre aux enjeux de diversité culturelle, de soutien économique, de développement international et d'action territoriale, dans une logique d'intérêt général. Il est destiné à regrouper, sur la base du volontariat, outre le Centre national de la Chanson, des Variétés et du Jazz (CNV) auquel il se substitue, les organismes d'intérêts général de la filière de statut associatif (FCM - Fonds pour la création musicale, Burex - Bureau export de la musique française, IRMA - Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles, CALIF - Club action des labels et disquaires indépendants français), ainsi que les dispositifs d'aides et leviers d'actions afférents. Parallèlement aux travaux législatifs, l'année 2019 aura permis la constitution d'un comité opérationnel regroupant auprès du ministère de la culture les représentants de ces différentes structures, afin de définir la gouvernance et l'organisation administrative du CNM, et pour élaborer ses modalités de fonctionnement sur les plans juridiques, budgétaires, sociaux, informatiques et immobiliers. Ces travaux ont vocation à se poursuivre au premier semestre 2020, à l'issue duquel les organismes associatifs devraient prononcer leur dissolution, afin de parvenir à la mise en place opérationnelle complète de l'établissement.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>OBJECTIF 1</b> | <b>Favoriser l'accès du public aux bibliothèques et le développement de la lecture</b> |
| INDICATEUR 1.1    | Fréquentation des bibliothèques  |
| INDICATEUR 1.2    | Amélioration de l'accès au document écrit  |
| <b>OBJECTIF 2</b> | <b>Soutenir la création et la diffusion du livre</b>                                   |
| INDICATEUR 2.1    | Renouvellement de la création éditoriale   |
| INDICATEUR 2.2    | Part de marché des librairies indépendantes  |

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## OBJECTIF 1

Favoriser l'accès du public aux bibliothèques et le développement de la lecture

## INDICATEUR 1.1 mission

Fréquentation des bibliothèques

(du point de vue du citoyen)

|                           | Unité | 2017<br>Réalisation | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Prévision<br>PAP 2019 | 2019<br>Prévision<br>actualisée | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2019 |
|---------------------------|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| BnF (salles de lecture)   | Nb    | 921 938             | 926231              | 910000                        | 910 000                         | 920818              | 920000                    |
| Bpi                       | Nb    | 1 369 262           | 1350978             | 1200000                       | 1 300 000                       | 1280049             | 1200000                   |
| Bibliothèques municipales | Nb    | 11 701 426          | 12180011            | 11500000                      | 12 300 000                      | 12052572            | 11500000                  |

## Commentaires techniques

Le sous-indicateur relatif à la BnF comptabilise le nombre total de lecteurs sur le site Tolbiac (haut-de-jardin et rez-de-jardin) ainsi que sur les sites de Richelieu, de la bibliothèque de l'Arsenal, de la bibliothèque-musée de l'Opéra et de la Maison Jean-Vilar à Avignon.

S'agissant des bibliothèques municipales, la fréquentation par la population desservie est évaluée à partir du nombre d'inscrits, mesuré à l'issue d'une enquête annuelle menée auprès d'un échantillon représentatif de bibliothèques municipales. Un coefficient correctif est appliqué à ce nombre d'inscrits ainsi constaté afin de rendre compte de la pratique d'une fréquentation sans inscription. Ce coefficient est établi sur la base des chiffres de l'enquête « pratiques culturelles des Français » publiée en novembre 2009. La valeur de ce sous-indicateur est disponible avec un décalage de deux années ; ainsi, la valeur mentionnée dans la colonne « Réalisation 2019 » correspond à la valeur calculée à partir des données réelles pour 2017.

## Sources des données :

1<sup>ère</sup> ligne : système d'information de la BnF.

2<sup>e</sup> ligne : compteur d'entrées et de sorties du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

3<sup>e</sup> ligne : Rapports annuels des bibliothèques municipales traités dans la base de données du Service du livre et de la lecture.

## INDICATEUR 1.2

Amélioration de l'accès au document écrit

(du point de vue de l'usager)

|  | Unité | 2017<br>Réalisation | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Prévision<br>PAP 2019 | 2019<br>Prévision<br>actualisée | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2019 |
|--|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Nombre de monographies en ligne dans Gallica (BnF) | Nb    | 500 209             | 511723              | 570000                        | 550 000                         | 537463              | 660000                    |

## Commentaires techniques

Le périmètre du 1er sous-indicateur a été modifié dans le cadre du PAP 2015. Il retrace désormais le nombre de monographies présentes à 100% dans la bibliothèque numérique *Gallica* et dans *Gallica intra muros* au 31 décembre de chaque année. S'il exclut les monographies simplement référencées dans *Gallica* sans accès direct et complet au texte (documents des éditeurs et documents moissonnés des bibliothèques partenaires), il tient compte de la diversification des modes d'enrichissement de l'offre documentaire accessible à 100% (production interne de la BnF sur fonds propres, programme de numérisation des indisponibles, programmes partenariaux conduits par la filiale BnF-Partenariats). De même, le mode de comptage des monographies a été affiné avec la mise en place du nouveau moteur de recherche de *Gallica* : désormais les œuvres publiées en plusieurs volumes sont décomptées pour une seule monographie et non plus pour autant de volumes.

Sources des données : système d'information de la BnF

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Le développement de la pratique de la lecture dans notre pays constitue un enjeu majeur pour le ministère de la Culture. Cet objectif est mesuré à travers deux indicateurs. Le premier concerne la fréquentation physique. Cet indicateur évalue la fréquentation des deux grandes bibliothèques nationales dont l'État a la charge directe, la Bibliothèque nationale de France et la Bibliothèque publique d'information, ainsi que celles des bibliothèques municipales. Ces dernières font l'objet d'un soutien de la part de l'État à travers différents dispositifs techniques et financiers. L'État assure par ailleurs un suivi général et une évaluation de ces établissements dans le cadre de ses missions de contrôle scientifique et technique (missions définies dans le Code du patrimoine). Le second indicateur évalue les conditions de l'accès en ligne aux collections des bibliothèques proposées aux différents publics à travers le nombre de monographies disponible dans la bibliothèque numérique *Gallica* (y compris pour ce qui concerne l'accès aux œuvres contemporaines sous droits, numérisées et diffusées dans le cadre des politiques commerciales des éditeurs).

### 1. Fréquentation des bibliothèques (indicateur 1.1)

De manière générale, la tendance de fond en matière de fréquentation des bibliothèques, observée dans la plupart des pays dans le monde, se caractérise par un tassement de la fréquentation. Cette tendance s'explique notamment en raison du développement permanent des nombreuses possibilités de recherche à distance (catalogues, bibliothèques numériques, services numériques aux lecteurs) désormais proposées par les bibliothèques. Dans le même temps, la fréquentation des bibliothèques répond à des attentes de plus en plus diversifiées de la part de la population, du fait de l'élargissement des missions des bibliothèques dans les champs culturel, éducatif, social ou numérique. Si des pratiques classiques comme l'emprunt de livres régressent de façon certaine, d'autres activités comme la lecture sur place, les usages de groupe et la participation aux activités culturelles ou ludiques proposées par les bibliothèques se développent.

- S'agissant de la **Bibliothèque nationale de France (BnF)**, le nombre total des entrées enregistrées en 2019 dans les salles de lecture et la fréquentation des espaces de travail aménagés en dehors des salles dépasse les 920 000 visites. Cette fréquentation, en progression de 3% jusqu'à novembre inclus, a ensuite été touchée par le mouvement social national démarré en décembre. La dynamique liée à la politique des publics se confirme, en nombre de visites et en nombre d'usagers (+7% par rapport à 2018).
- S'agissant de la **Bibliothèque publique d'information (Bpi)**, 1 280 049 entrées ont été enregistrées dans les espaces de lecture de la bibliothèque en 2019. S'y ajoutent les 39 277 entrées enregistrées au titre des activités d'action culturelle menées par la Bpi en dehors de ses espaces de lecture. En 2019, la fréquentation totale de la Bpi atteint donc 1 319 326 visiteurs. Par rapport à 2018 (1 394 796 entrées), la fréquentation globale de la Bpi a baissé du fait de la fermeture de la bibliothèque en décembre 2019 en raison du mouvement social national et des difficultés de transport.
- Dans ce contexte, les **bibliothèques municipales françaises** affichent une performance satisfaisante, avec une fréquentation stable autour de 12 millions de visiteurs en 2017. La dynamique de l'élargissement des horaires d'ouverture, qui a connu une forte accélération en 2018, devrait faire progresser la fréquentation des bibliothèques dans les prochaines années. Les bibliothèques municipales resteront l'équipement culturel public le plus fréquenté, ouvert à tous les publics.

### 2. Accès au document écrit (indicateur 1.2)

À fin 2019, le nombre total de monographies accessibles directement et en texte intégral dans *Gallica* et *Gallica intramuros* s'élève à 537 463 titres, pour 609 755 volumes différents (monographies en plusieurs volumes). Ce total inclut à la fois les monographies numérisées issues des fonds de la BnF et celles de bibliothèques partenaires. Le nombre de nouvelles monographies a progressé par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, l'établissement a mis en place une chaîne interne d'ocrisation (technique de reconnaissance optique de caractère), qui a permis de traiter, en 2019, 13 millions de pages.

**OBJECTIF 2****Soutenir la création et la diffusion du livre****INDICATEUR 2.1****Renouvellement de la création éditoriale**

(du point de vue du citoyen)

|  | Unité | 2017<br>Réalisation | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Prévision<br>PAP 2019 | 2019<br>Prévision<br>actualisée | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2019 |
|--|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Part des auteurs et des traducteurs bénéficiant pour la 1 <sup>ère</sup> fois des aides à la création (CNL)  | %     | 45,4                | 48,5                | 45                            | 45                              | 43,8                | 40                        |
| Nombre de nouveaux titres publiés dans les secteurs de la littérature et des sciences humaines (vente lente) | Nb    | 22 425              | 21 714              | 21 000                        | 21 000                          | 21 792              | 20 300                    |

**Commentaires techniques**

L'indicateur 2.1 a pour objet de recenser la population directement bénéficiaire d'aides à la création (ce que mesure le premier sous-indicateur) et de refléter le dynamisme de la création éditoriale, auquel les politiques publiques peuvent contribuer indirectement, à travers le contexte réglementaire notamment (ce que mesure le second sous-indicateur).

Sources des données :

1<sup>ère</sup> ligne : dossiers d'attribution des aides aux auteurs et traducteurs et bilan des aides (CNL)2<sup>e</sup> ligne : base bibliographique Electre. La classification Dewey, utilisée par la base bibliographique Electre, qui recense tous les ouvrages commercialisés en France, permet de cerner finement les secteurs considérés comme relevant de la vente lente : art et bibliophilie, littérature classique, littérature étrangère, littérature scientifique et technique, philosophie, sciences humaines et sociales, poésie et théâtre.**INDICATEUR 2.2****Part de marché des librairies indépendantes**

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2017<br>Réalisation | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Prévision<br>PAP 2019 | 2019<br>Prévision<br>actualisée | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2019 |
|---|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Part de marché des librairies indépendantes | %     | 18,5                | 18,5                | 18                            | 18                              | 19                  | 18                        |

**Commentaires techniques**

Commerce culturel indépendant : tout ce qui ne relève pas des grandes surfaces spécialisées (GSS) et de la grande distribution (grande surface alimentaire). Sont également exclus : les maisons de la presse, les ventes en kiosque, gares et aéroports, les points de vente spécialisés dans les soldes et l'occasion, les clubs, la vente directe, la vente en ligne (tous réseaux confondus).

Sources des données : Enquête Kantar TNS – Sofres réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 3 000 individus de 15 ans et plus, interrogés trimestriellement sur le cumul de leurs achats de livres.

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

La diversité, la vitalité et la plus large diffusion possible de la création constituent les principales finalités de la politique culturelle de l'économie du livre. A ce titre, l'indicateur 2.1 relatif au renouvellement de la création éditoriale permet de recenser la population nouvellement bénéficiaire d'aides à la création (premier sous-indicateur) et de refléter le dynamisme de la création auquel les politiques publiques peuvent contribuer indirectement à travers le contexte réglementaire (second sous-indicateur). Par ailleurs, il importe de souligner le rôle de la librairie indépendante dans la viabilité économique des projets éditoriaux. Une surveillance de sa part de marché (indicateur 2.2) est nécessaire au pilotage des politiques publiques du secteur, même si une diminution tendancielle semble inéluctable, compte tenu des pratiques d'achat et du développement du numérique.

### 1. Renouvellement de la création éditoriale (indicateur 2.1)

S'agissant de la **part des auteurs et traducteurs aidés pour la première fois par le CNL** en 2019, celle-ci est légèrement inférieure aux prévisions (43,75 % au lieu des 45 % envisagés). Il est à noter que le nombre de demandes d'auteurs et de traducteurs a augmenté entre 2018 et 2019 (passant de 581 à 670) ainsi que le nombre de primo demandeurs (passant de 295 à 323).

S'agissant du **nombre de nouveaux titres publiés dans les secteurs dits de « vente lente »** (littérature, sciences humaines, littérature scientifique, arts, poésie, théâtre), il a connu en 2019, avec 21 792 titres, une évolution comparable à celle de l'édition dans son ensemble, à savoir une légère progression : +0,4% (+78 titres) contre +0,3% pour l'édition dans son ensemble.

Ce résultat marque une rupture avec la période 2015-2018 au cours de laquelle la production de titres de vente lente avait régulièrement reculé, de l'ordre de -2% à -3% par an, alors que la production totale de nouveautés restait globalement stable.

En 2019, la catégorie Sciences humaines et sociales, qui constitue la moitié environ des titres de vente lente, voit sa production de nouveautés augmenter d'une petite centaine de titres (+91), alors qu'elle avait reculé de 369 titres en 2018. Les catégories Poésie et Théâtre contribuent également à la progression de l'indicateur, avec des progressions respectives de +91 titres (+8%) et de +76 titres (+17%).

Pour les années à venir, il convient cependant de garder à l'esprit que deux facteurs contribuent à la baisse de la production d'ouvrages imprimés de sciences humaines : d'une part, le glissement de la demande vers les ressources numériques et, d'autre part, l'attrait de l'offre croissante d'articles en *open access*.

Avec 21 792 titres de vente lente, la réalisation 2019 est supérieure à la prévision actualisée de 21 000 titres.

### 2. Part de marché des librairies indépendantes (indicateur 2.2)

Après cinq années de stabilité, la **part de marché des librairies indépendantes** augmente légèrement en 2019, passant de 18,0 % entre 2014 et 2018 à 18,5 %, confirmant cette année encore l'arrêt de la lente érosion qui s'observait depuis plusieurs années sous l'effet du développement des réseaux de grandes surfaces culturelles et de celui des ventes en ligne.

Ce chiffre confirme l'attachement des lecteurs à ce réseau et à ses magasins. Les librairies ont profité, comme les grandes surfaces culturelles, de la reprise du marché en 2019.

Il convient cependant de souligner que l'apparente stabilité des ventes en ligne en 2019 (21 % de part de marché, comme en 2018) masque deux tendances de sens inverse : le recul des ventes en ligne des clubs, à l'instar de celui de leurs ventes en magasin, et la poursuite du développement des ventes en ligne dans les autres circuits.

La bonne résistance des librairies en 2019, comme les bonnes performances des grandes surfaces spécialisées et des ventes en ligne hors clubs, auxquelles s'ajoutent les incertitudes liées à la crise du coronavirus, conduisent à ne pas réviser la cible 2020.

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                                    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| <i>Prévision LFI 2019<br/>Consommation 2019</i>        |  |   |                                       |  |  |   |
| 01 – Livre et lecture                                  | 225 180 769<br>222 471 507               |   | 17 164 033<br>16 462 508              | 24 260 595<br>22 081 890                           | <b>266 605 397</b><br><b>261 015 905</b> | 266 605 397                               |
| 02 – Industries culturelles                            | 1 118 592                                |   | 15 406 051<br>13 729 160              |  | <b>15 406 051</b><br><b>14 847 752</b>   | 15 406 051                                |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                     | <b>225 180 769</b>                       |   | <b>32 570 084</b>                     | <b>24 260 595</b>                                  | <b>282 011 448</b>                       | <b>282 011 448</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                |  |   |                                       |  |  |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP               |  |   | -3 073 502                            |  | -3 073 502                               |   |
| Total des AE ouvertes                                  |  |   | 278 937 946                           |  | 278 937 946                              |   |
| <b>Total des AE consommées</b>                         | <b>223 590 099</b>                       |   | <b>30 191 668</b>                     | <b>22 081 890</b>                                  | <b>275 863 657</b>                       |   |

## 2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                                    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| <i>Prévision LFI 2019<br/>Consommation 2019</i>        |  |   |                                       |  |  |   |
| 01 – Livre et lecture                                  | 225 180 769<br>222 515 591               | 15 000 000<br>17 000 000                | 17 164 033<br>16 462 708              | 26 650 812<br>24 400 400                           | <b>283 995 614</b><br><b>280 378 699</b> | 283 995 614                               |
| 02 – Industries culturelles                            | 874 393                                  |   | 15 406 051<br>13 787 305              |  | <b>15 406 051</b><br><b>14 661 698</b>   | 15 406 051                                |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                      | <b>225 180 769</b>                       | <b>15 000 000</b>                       | <b>32 570 084</b>                     | <b>26 650 812</b>                                  | <b>299 401 665</b>                       | <b>299 401 665</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                |  |   |                                       |  |  |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP               |  |   | -2 990 324                            |  | -2 990 324                               |   |
| Total des CP ouverts                                   |  |   | 296 411 341                           |  | 296 411 341                              |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                          | <b>223 389 983</b>                       | <b>17 000 000</b>                       | <b>30 250 013</b>                     | <b>24 400 400</b>                                  | <b>295 040 396</b>                       |   |

## 2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
|---|--|---|---------------------------------------|--|---|----------------------------|
| <i>Prévision LFI 2018</i><br>Consommation 2018      |  |   |                                       |  |   |                            |
| 01 – Livre et lecture                               | 187 722 769<br>195 663 592               | 8 940 000<br>4 940 000                  | 23 984 669<br>13 465 490              | 26 005 160<br>25 076 618                           | 246 652 598                               | 246 652 598<br>239 145 700 |
| 02 – Industries culturelles                         | 381 295                                  |   | 15 253 415<br>11 983 426              |  | 15 253 415                                | 15 253 415<br>12 364 721   |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                  | <b>187 722 769</b>                       | <b>8 940 000</b>                        | <b>39 238 084</b>                     | <b>26 005 160</b>                                  | <b>261 906 013</b>                        | <b>261 906 013</b>         |
| <b>Total des AE consommées</b>                      | <b>196 044 887</b>                       | <b>4 940 000</b>                        | <b>25 448 916</b>                     | <b>25 076 618</b>                                  |   | <b>251 510 421</b>         |

## 2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
|---|--|---|---------------------------------------|--|---|----------------------------|
| <i>Prévision LFI 2018</i><br>Consommation 2018      |  |   |                                       |  |   |                            |
| 01 – Livre et lecture                               | 187 722 769<br>195 889 987               | 16 000 000<br>16 800 000                | 23 984 669<br>13 468 860              | 27 700 812<br>27 549 789                           | 255 408 250                               | 255 408 250<br>253 708 636 |
| 02 – Industries culturelles                         | 381 295                                  |   | 15 253 415<br>13 710 771              |  | 15 253 415                                | 15 253 415<br>14 092 066   |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                   | <b>187 722 769</b>                       | <b>16 000 000</b>                       | <b>39 238 084</b>                     | <b>27 700 812</b>                                  | <b>270 661 665</b>                        | <b>270 661 665</b>         |
| <b>Total des CP consommés</b>                       | <b>196 271 282</b>                       | <b>16 800 000</b>                       | <b>27 179 631</b>                     | <b>27 549 789</b>                                  |   | <b>267 800 702</b>         |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                              |                        | Crédits de paiement    |                              |                        |
|---|----------------------------|------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------------|------------------------|
|   | Consommées*<br>en 2018     | Ouvertes en LFI<br>pour 2019 | Consommées*<br>en 2019 | Consommées*<br>en 2018 | Ouvertes en LFI<br>pour 2019 | Consommées*<br>en 2019 |
| <b>Titre 3 – Dépenses de fonctionnement</b>               | <b>196 044 887</b>         | <b>225 180 769</b>           | <b>223 590 099</b>     | <b>196 271 282</b>     | <b>225 180 769</b>           | <b>223 389 983</b>     |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 9 833 842                  | 9 804 381                    | 10 598 796             | 10 060 237             | 9 804 381                    | 10 398 680             |
| Subventions pour charges de service public                | 186 211 045                | 215 376 388                  | 212 991 303            | 186 211 045            | 215 376 388                  | 212 991 303            |
| <b>Titre 5 – Dépenses d'investissement</b>                | <b>4 940 000</b>           |                              |                        | <b>16 800 000</b>      | <b>15 000 000</b>            | <b>17 000 000</b>      |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       | 4 940 000                  |                              |                        | 16 800 000             | 15 000 000                   | 17 000 000             |
| <b>Titre 6 – Dépenses d'intervention</b>                  | <b>25 448 916</b>          | <b>32 570 084</b>            | <b>30 191 668</b>      | <b>27 179 631</b>      | <b>32 570 084</b>            | <b>30 250 013</b>      |
| Transferts aux entreprises                                | 1 024 538                  | 1 997 364                    | 2 662 409              | 2 778 313              | 1 997 364                    | 2 698 054              |
| Transferts aux collectivités territoriales                | 1 379 834                  | 700 000                      | 1 308 635              | 1 378 204              | 700 000                      | 1 311 635              |

## Livres et industries culturelles

Programme n° 334 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

| Titre et catégorie                                 | Autorisations d'engagement |                           |                     | Crédits de paiement |                           |                     |
|--|----------------------------|---------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
|  | Consommées* en 2018        | Ouvertes en LFI pour 2019 | Consommées* en 2019 | Consommées* en 2018 | Ouvertes en LFI pour 2019 | Consommées* en 2019 |
| Transferts aux autres collectivités                | 23 044 544                 | 29 872 720                | 26 220 624          | 23 023 114          | 29 872 720                | 26 240 324          |
| <b>Titre 7 – Dépenses d'opérations financières</b> | <b>25 076 618</b>          | <b>24 260 595</b>         | <b>22 081 890</b>   | <b>27 549 789</b>   | <b>26 650 812</b>         | <b>24 400 400</b>   |
| Dotations en fonds propres                         | 25 076 618                 | 24 260 595                | 22 081 890          | 27 549 789          | 26 650 812                | 24 400 400          |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                       |                            | <b>282 011 448</b>        |                     |                     | <b>299 401 665</b>        |                     |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2            |                            | -3 073 502                |                     |                     | -2 990 324                |                     |
| <b>Total*</b>                                      | <b>251 510 421</b>         | <b>278 937 946</b>        | <b>275 863 657</b>  | <b>267 800 702</b>  | <b>296 411 341</b>        | <b>295 040 396</b>  |

\* y.c. FdC et AdP

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses         | Autorisations d'engagement |                          |                  | Crédits de paiement |                         |                 |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|------------------|---------------------|-------------------------|-----------------|
|                            | Ouvertes en 2018           | Prévues en LFI pour 2019 | Ouvertes en 2019 | Ouverts en 2018     | Prévus en LFI pour 2019 | Ouverts en 2019 |
| Dépenses de personnel      |                            |                          |                  |                     |                         |                 |
| Autres natures de dépenses |                            |                          |                  | 300 000             |                         |                 |
| <b>Total</b>               |                            |                          |                  | <b>300 000</b>      |                         |                 |

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## ARRÊTÉS DE REPORT HORS TRANCHES FONCTIONNELLES ET HORS FONDS DE CONCOURS

| Date de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 07/03/2019        |                            | 1 385 722        |                     | 1 540 607        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>1 385 722</b> |                     | <b>1 540 607</b> |                            |               |                     |               |

## DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures                 |                |                     |                | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                | Crédits de paiement |                | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres  | Titre 2             | Autres titres  | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 06/12/2019        |                            | 477 000        |                     | 477 000        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>477 000</b> |                     | <b>477 000</b> |                            |               |                     |               |

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                  |                     |                  |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    |
| 02/12/2019        |                            |               |                     |               |                            | 4 936 224        |                     | 5 007 931        |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               |                            | <b>4 936 224</b> |                     | <b>5 007 931</b> |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |                  |                     |                  |
|----------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  |
|                      | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    |
| <b>Total général</b> |                            | <b>1 862 722</b> |                     | <b>2 017 607</b> |                            | <b>4 936 224</b> |                     | <b>5 007 931</b> |

## ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

## Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2019 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2019. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2019.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

## DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (5)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale |   | Chiffrage définitif 2018 | Chiffrage initial 2019 | Chiffrage actualisé 2019 |
|--|---|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 110244   | <b>Réduction d'impôt au titre des souscriptions en numéraire, réalisées entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2020, au capital de sociétés anonymes agréées ayant pour seule activité le financement d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles</b><br>Calcul de l'impôt<br><i>Bénéficiaires 2017 : 6786 Menages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2017 - Dernière incidence budgétaire : 2021 - Fin du fait générateur : 2020 - code général des impôts : 199 unvicies</i> | 29                       | 26                     | 29                       |
| 320121   | <b>Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres cinématographiques</b><br>Modalités particulières d'imposition<br><i>Bénéficiaires 2017 : 319 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2015 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 220 sexies, 220 F</i>  | 169                      | nc                     | nc                       |
| 320128   | <b>Crédit d'impôt pour la production phonographique</b><br>Modalités particulières d'imposition<br><i>Bénéficiaires 2017 : 160 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2017 - Dernière incidence budgétaire : 2020 - Fin du fait générateur : 2019 - code général des impôts : 220 octies, 220 Q, 223 O-1-q</i>  | 11                       | nc                     | nc                       |
| 320129   | <b>Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres audiovisuelles</b><br>Modalités particulières d'imposition<br><i>Bénéficiaires 2017 : 143 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2004 - Dernière modification : 2015 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 220 sexies, 220 F</i>  | 90                       | nc                     | nc                       |
| 320140   | <b>Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles engagées par des entreprises de production exécutive</b><br>Modalités particulières d'imposition<br><i>Bénéficiaires 2017 : 27 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2016 - Dernière incidence budgétaire : 2019 - Fin du fait générateur : 2019 - code général des impôts : 220 quaterdecies, 220 Z bis, 223 O-1-z</i> | 53                       | nc                     | nc                       |
| <b>Coût total des dépenses fiscales</b>  |   | <b>352</b>               | <b>26</b>              | <b>29</b>                |



## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

## ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                            |                            | Crédits de paiement                   |                            |                            |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
| 01 – Livre et lecture   |                                       | 266 605 397<br>261 015 905 | 266 605 397<br>261 015 905 |                                       | 283 995 614<br>280 378 699 | 283 995 614<br>280 378 699 |
| 02 – Industries culturelles   |                                       | 15 406 051<br>14 847 752   | 15 406 051<br>14 847 752   |                                       | 15 406 051<br>14 661 698   | 15 406 051<br>14 661 698   |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  |                                       | <b>282 011 448</b>         | <b>282 011 448</b>         |                                       | <b>299 401 665</b>         | <b>299 401 665</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       | -3 073 502                 | -3 073 502                 |                                       | -2 990 324                 | -2 990 324                 |
| Total des crédits ouverts   |                                       | 278 937 946                | 278 937 946                |                                       | 296 411 341                | 296 411 341                |
| <b>Total des crédits consommés</b>  |                                       | <b>275 863 657</b>         | <b>275 863 657</b>         |                                       | <b>295 040 396</b>         | <b>295 040 396</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       | +3 074 289                 | +3 074 289                 |                                       | +1 370 945                 | +1 370 945                 |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                    |                    | Crédits de paiement |                    |                    |
|-------------|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres      | Total              | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| PLF         | 0                          | 283 011 448        | 283 011 448        | 0                   | 300 401 665        | 300 401 665        |
| Amendements | 0                          | -1 000 000         | -1 000 000         | 0                   | -1 000 000         | -1 000 000         |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>282 011 448</b> | <b>282 011 448</b> | <b>0</b>            | <b>299 401 665</b> | <b>299 401 665</b> |

Les crédits inscrits dans la loi de finances initiale pour 2019 pour le programme 334 « Livre et industries culturelles » s'établissaient à 282 011 448 € en AE et 299 401 665 € en CP, en diminution de 1 000 000 € par rapport au PLF 2019 du fait d'un amendement gouvernemental.

## JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Au cours de l'année, le solde des mouvements réglementaires et législatifs a diminué le montant des crédits ouverts de 3 073 502 € en AE et de 2 990 324 € en CP.

Ces mouvements se décomposent comme suit :

- ouverture, par arrêté du 14 mars 2019, de 1 385 722 € en AE et 1 540 607 € en CP au titre des reports de droits communs ;

- abondement par décret n° 2019-1310 du 6 décembre 2019 portant virement de crédits de 477 000 € en AE et en CP au titre des mesures catégorielles allouées à la BnF ;
- annulation, par la loi de finances rectificative n° 2019-1270 du 2 décembre 2019, de 4 936 224 € en AE et 5 007 931 € en CP.

Compte tenu de ces mouvements, les crédits ouverts se sont élevés, pour 2019, à 278 937 946 € en AE et 296 411 341 € en CP.

Sur ce montant, 1,04 € en AE ont été bloqués pour annulation au titre des retraits d'engagements juridiques d'années antérieures (REJB).

Au total, le montant des crédits disponibles 2019 s'est établi à 278 937 945 € en AE et 296 411 341 € en CP.

La consommation des crédits du programme a atteint 275 863 657 € en AE et 295 040 397 € en CP, soit un taux de consommation de 98,90 % en AE et 99,54 % en CP.

Le reliquat de crédits disponibles sur crédits ouverts, s'élève au terme de la gestion 2018, à 3 074 289 € en AE et à 1 370 945 € en CP.

## ■ RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

|  | Autorisations d'engagement |                  |                  | Crédits de paiement |                  |                  |
|--|----------------------------|------------------|------------------|---------------------|------------------|------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres    | Total            | Titre 2             | Autres titres    | Total            |
| Mise en réserve initiale   | 0                          | 4 936 224        | 4 936 224        | 0                   | 5 457 931        | 5 457 931        |
| Surgels  | 0                          | 0                | 0                | 0                   | 0                | 0                |
| Dégels   | 0                          | 0                | 0                | 0                   | 0                | 0                |
| <b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b> | <b>0</b>                   | <b>4 936 224</b> | <b>4 936 224</b> | <b>0</b>            | <b>5 457 931</b> | <b>5 457 931</b> |

La réserve de précaution initiale constituée en 2019 sur les crédits du programme 334 s'est élevée à 4 936 224 € en AE et 5 457 931 € en CP portant les crédits disponibles à 277 075 224 € en AE et 293 943 734 € en CP, avec un calcul basé sur un taux de 3 % pour les dépenses hors personnel et sur un taux de 0,5 % pour les dépenses de personnel supportées par les opérateurs.

Une levée partielle de la réserve de précaution a été accordée le 19 novembre 2019, à hauteur de 450 000 € en CP, et a permis au programme de compléter le montant dû au titre des travaux du quadrilatère Richelieu.

Le solde a fait l'objet d'une annulation dans le cadre de la loi de finances rectificative (LFR n° 2019-1270 du 2 décembre 2019), pour un montant de 4 936 224 € en AE et 5 007 931 € en CP.

DÉPENSES PLURIANNUELLES

---

### SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2019  | CP 2019  |
|--|--|
| AE ouvertes en 2019 *<br>(E1)<br><b>278 937 946</b>  | CP ouverts en 2019 *<br>(P1)<br><b>296 411 341</b>   |
| AE engagées en 2019<br>(E2)<br><b>275 863 657</b>  | CP consommés en 2019<br>(P2)<br><b>295 040 396</b>   |
| AE affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2019<br>(E3)<br><b>0</b>                            | dont CP consommés en<br>2019 sur engagements<br>antérieurs à 2019<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>20 174 185</b> |
| AE non affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2019<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>3 074 289</b> | dont CP consommés<br>en 2019 sur<br>engagements 2019<br>(P4)<br><b>274 866 211</b>                       |

#### RESTES À PAYER

|   |   |   |   |   |   |
|---|---|---|---|---|---|
| Engagements ≤ 2018 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2018 brut<br>(R1)<br><b>45 663 187</b> |   |   |   |   |   |
| Travaux de fin de gestion<br>postérieurs au RAP 2018<br>(R2)<br><b>0</b>                                |   |   |   |   |   |
|   | <b>Engagements ≤ 2018 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2018 net<br/>(R3 = R1 + R2)<br/><b>45 663 187</b></b> | – | CP consommés en 2019<br>sur engagements<br>antérieurs à 2019<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>20 174 185</b> | = | Engagements ≤ 2018 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2019<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>25 489 001</b>  |
|   | AE engagées en 2019<br>(E2)<br><b>275 863 657</b>   | – | CP consommés en 2019<br>sur engagements 2019<br>(P4)<br><b>274 866 211</b>                          | = | Engagements 2019 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2019<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>997 446</b>   |
|   |   |   |   |   | <b>Engagements non couverts<br/>par des paiements<br/>au 31/12/2019<br/>(R6 = R4 + R5)<br/><b>26 486 447</b></b>  |
|   |   |   |   |   | Estimation des CP 2020<br>sur engagements non<br>couverts au 31/12/2019<br>(P5)<br><b>15 236 553</b>  |
|   |   |   |   |   | Estimation du montant<br>maximal des CP<br>nécessaires après 2020<br>pour couvrir les<br>engagements non<br>couverts au 31/12/2019<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>11 249 894</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2019 + reports 2018 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR

Le montant des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2018, soit 45 663 187 €, se décompose comme suit :

- 36 523 500 € au titre des travaux de réaménagement du quadrilatère Richelieu de la Bibliothèque nationale de France, engagés jusqu'en 2018 ;
- 5 886 829 € au titre des travaux relatifs au projet de rénovation de la Bibliothèque publique d'information ;
- 1 721 485 € correspondant au solde de la subvention d'investissement de la Bibliothèque nationale de France engagée en 2018 ;
- 1 531 373 € au titre des autres restes à payer.

Le montant des CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019, soit 20 174 185 €, se décompose comme suit :

- 17 000 000 € pour couvrir les engagements antérieurs relatifs aux travaux de réaménagement du quadrilatère Richelieu ;
- 2 318 510 € pour couvrir les engagements antérieurs relatifs au projet de rénovation de la Bibliothèque publique d'information ;
- 855 675 € au titre de divers restes à payer.

Le montant des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2019, soit 26 486 447 €, se décompose principalement comme suit :

- 19 523 500 € au titre des travaux de réaménagement du quadrilatère Richelieu de la Bibliothèque nationale de France, engagés jusqu'en 2019 ;
- 3 568 319 € au titre des travaux relatifs au projet de rénovation de la Bibliothèque publique d'information ;
- 1 721 485 € correspondant au solde de la subvention d'investissement de la Bibliothèque nationale de France engagée en 2018 ;
- 1 517 750 € au titre d'opérations liées au soutien à la musique enregistrée et à la mise en œuvre des états généraux des industries culturelles et créatives (ICC) ;
- 155 393 € au titre des autres restes à payer.

Le montant prévisionnel des CP 2020 sur engagements non couverts au 31/12/2019, soit 15 236 553 €, se décompose comme suit :

- 11 500 000 € pour couvrir les engagements antérieurs relatifs aux travaux de réaménagement du quadrilatère Richelieu ;
- 2 390 217 € pour couvrir les engagements antérieurs relatifs au projet de rénovation de la Bibliothèque publique d'information ;
- 1 346 336 € au titre des autres restes à payer.

JUSTIFICATION PAR ACTION

---

## Livre et industries culturelles

Programme n° 334 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## Action 01

## Livre et lecture

|                            | Prévision LFI |               |                    | Réalisation |               |                    |
|----------------------------|---------------|---------------|--------------------|-------------|---------------|--------------------|
|                            | Titre 2       | Autres titres | Total              | Titre 2     | Autres titres | Total              |
| (y.c. FdC et AdP)          |               |               |                    |             |               |                    |
| Autorisations d'engagement |               | 266 605 397   | <b>266 605 397</b> |             | 261 015 905   | <b>261 015 905</b> |
| Crédits de paiement        |               | 283 995 614   | <b>283 995 614</b> |             | 280 378 699   | <b>280 378 699</b> |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                    | Crédits de paiement              |                    |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 225 180 769                      | 222 471 507        | 225 180 769                      | 222 515 591        |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 9 804 381                        | 9 780 204          | 9 804 381                        | 9 824 288          |
| Subventions pour charges de service public                | 215 376 388                      | 212 691 303        | 215 376 388                      | 212 691 303        |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement                       |                                  |                    | 15 000 000                       | 17 000 000         |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       |                                  |                    | 15 000 000                       | 17 000 000         |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 17 164 033                       | 16 462 508         | 17 164 033                       | 16 462 708         |
| Transferts aux entreprises                                | 1 850 000                        | 1 259 409          | 1 850 000                        | 1 259 409          |
| Transferts aux collectivités territoriales                | 700 000                          | 1 288 635          | 700 000                          | 1 291 635          |
| Transferts aux autres collectivités                       | 14 614 033                       | 13 914 464         | 14 614 033                       | 13 911 664         |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières               | 24 260 595                       | 22 081 890         | 26 650 812                       | 24 400 400         |
| Dotations en fonds propres                                | 24 260 595                       | 22 081 890         | 26 650 812                       | 24 400 400         |
| <b>Total</b>  | <b>266 605 397</b>               | <b>261 015 905</b> | <b>283 995 614</b>               | <b>280 378 699</b> |

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

|   | AE                 |                    | CP                 |                    |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
|   | LFI                | Exécution          | LFI                | Exécution          |
| <b>Titre 3 : Dépenses de fonctionnement</b>               | <b>225 180 769</b> | <b>222 471 507</b> | <b>225 180 769</b> | <b>222 515 591</b> |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 9 804 381          | 9 780 204          | 9 804 381          | 9 824 288          |
| Subventions pour charges de service public                | 215 376 388        | 212 691 303        | 215 376 388        | 212 691 303        |

## Dépenses de fonctionnement courant (9 780 204 € en AE et 9 824 288 € en CP) :

Ces crédits sont intégrés au sein des sous-actions 3 « Développement de la lecture et des collections » et 4 « Édition, librairie et professions du livre ».

Les dépenses de fonctionnement exécutées en 2019 correspondent principalement aux dépenses liées au droit de prêt en bibliothèque (9 410 000 €). Le droit de prêt en bibliothèque constitue l'un des principaux dispositifs de l'action en faveur de l'économie du livre. La loi du 18 juin 2003 relative à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs a mis en place une rémunération des auteurs et des éditeurs pour le prêt de leurs livres en bibliothèque. Cette rémunération est financée par l'État, sur la base d'un forfait par lecteur inscrit, et par les bibliothèques de prêt, sous la forme d'un versement de 6 % du prix des livres achetés par ces dernières. Ce

dispositif permet également le financement d'un régime de retraite complémentaire au profit des écrivains et traducteurs, ainsi qu'aux illustrateurs de livres depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 (art. 45 de la loi du 12 mai 2009).

Les dépenses de fonctionnement exécutées en 2019 correspondent par ailleurs aux dépenses liées :

- à l'acquisition de données sur les achats et emprunts de livres et achats de livres d'occasion et de livres numériques auprès de panels de consommateurs (101 128 €) ;
- à la réalisation d'une étude sur l'économie des revues françaises en sciences humaines et sociales (89 633 €) ;
- à la réalisation du baromètre de l'accessibilité numérique des bibliothèques (20 899 €) ;
- à la participation du programme au Salon du livre de Paris (location de l'espace, stand du ministère de la culture) (47 465 €) ;
- à la participation du programme au Salon du livre et de la presse de jeunesse de Seine Saint Denis à Montreuil (56 654 € dont 13 797 € de restes à payer au titre de l'édition 2018) ;
- à l'externalisation de la saisie des statistiques résultant de l'enquête annuelle auprès des bibliothèques municipales et intercommunales (22 500 €) ;
- à la réalisation du baromètre des prêts en bibliothèques (30 360 €) ;
- à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mutualisation de métadonnées pour l'édition adaptée (14 070 €) ;
- aux frais d'adhésion du ministère de la culture au consortium des bibliothèques européennes de recherche (8 000 €) ;
- à l'impression du vade-mecum relatif à la mise en œuvre de l'exception handicap et à leur expédition (6 721 €) ;
- à diverses dépenses de fonctionnement (16 858 €).

**Subventions pour charges de service public (212 661 303 € en AE et en CP) :**

| En €                                      | AE                 | CP                 |
|---|--------------------|--------------------|
| Bibliothèque nationale de France (BnF)    | 182 390 385        | 182 390 385        |
| Bibliothèque publique d'information (Bpi) | 6 605 861          | 6 605 861          |
| Centre national du livre (Cnl)            | 23 665 057         | 23 665 057         |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>212 661 303</b> | <b>212 661 303</b> |

Les crédits dédiés à la subvention pour charges de service public attribuée à la Bibliothèque nationale de France (BnF) sont intégrés à la sous-action 1 "BnF" de l'action 1 du programme. L'écart entre la subvention effectivement versée (182 390 385 €) et le montant inscrit en LFI (183 970 829 €) comprend un transfert de crédits pour des mesures catégorielles (+477 000 €) et, en sens inverse, une annulation de crédits au titre de la LFR (-2 057 444 €).

Les crédits dédiés à la subvention pour charges de service public attribuée à la Bibliothèque publique d'information (Bpi) sont intégrés à la sous-action 3 "Développement de la lecture et des collections" de l'action 1 du programme. L'écart entre la subvention effectivement versée (6 605 861 €) et la prévision initiale (6 887 559 €) tient essentiellement à l'annulation des crédits de la réserve de précaution.

Les crédits dédiés à la subvention pour charges de service public attribuée au Centre national du livre (Cnl) sont intégrés à la sous-action 4 « Edition, librairies et professions du livre » de l'action 1 du programme. L'écart entre la subvention effectivement versée (23 665 057 €) et la prévision initiale (24 518 000 €) tient à l'annulation des crédits de la réserve de précaution.

Le montant supplémentaire de 30 000 € apparaissant par ailleurs en exécution au titre des subventions pour charges de service public s'explique par l'imputation par erreur en catégorie 32 d'une subvention allouée par la DRAC Hauts de France à l'Université de Lille pour des actions de formation.

|  |  | AE  |           | CP  |           |
|--|--|-----|-----------|-----|-----------|
|  |  | LFI | Exécution | LFI | Exécution |
|  |  |     |           |     |           |

|   |  |  |            |            |
|---|--|--|------------|------------|
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État |  |  | 15 000 000 | 17 000 000 |
|---|--|--|------------|------------|

### Le Quadrilatère Richelieu : les travaux de mise en sécurité

Ces crédits, intégrés au sein de la sous-action 2 "Quadrilatère Richelieu", sont destinés au financement de la rénovation et de l'aménagement du site Richelieu de la Bibliothèque nationale de France (BnF).

La rénovation du site historique du quadrilatère Richelieu, dont les espaces seront partagés entre la Bibliothèque nationale de France (BnF), l'Institut national d'histoire de l'art (INHA) et l'École nationale des Chartes (ENC), permettra de renforcer le rayonnement de ce pôle scientifique et culturel en matière d'histoire de l'art.

Son état antérieur au lancement du projet de rénovation ne garantissant plus de façon satisfaisante la sécurité des personnes et des collections patrimoniales qui y étaient conservées, le quadrilatère nécessitait une rénovation totale. Si. Le programme des travaux, dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée à l'opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC), inclut le renforcement de la sécurité ainsi que la restructuration interne du bâtiment.

Le projet de rénovation, dont le coût total actualisé est estimé à 244 904 000 € (hors coût de déménagement et de premier équipement), fait l'objet d'un financement interministériel. La participation du ministère de la Culture, qui s'élève à 202 239 000 € au total, est financée sur le programme 334 à hauteur de 163 269 000€ (incluant l'apport de la BnF sur crédits propres), et sur le programme 175 (pour la partie MH) à hauteur de 38 970 000€. Le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation contribue également pour 42 665 000 €, au titre de la tutelle qu'il exerce sur l'ENC et de celle qu'il partage avec le ministère de la Culture sur l'INHA.

Un apport de 7 699 000 € est assuré par la BnF sur crédits propres issus de mécénats afin de permettre la réalisation des études d'aménagement et de restauration de la salle ovale (intégré aux avenants 10 et 12 de la convention de mandat avec l'OPPIC).

La participation de la BnF s'effectue par l'abondement d'un fonds de concours (n°1-2-00434), permettant au ministère de la Culture (P334) de verser les crédits à l'OPPIC, opérateur en charge des travaux.

S'agissant plus spécialement du programme 334, l'échéancier actualisé de l'opération, compte tenu des montants exécutés en 2019, est le suivant :

| En M€  | AE    | CP    |
|--|-------|-------|
| Avant 2019 (y compris fonds de concours BnF) | 156,1 | 119,5 |
| 2019 (y compris fonds de concours BnF)       | 0     | 17    |
| Après 2019 (y compris fonds de concours BnF) | 6,9   | 26,4  |
| Total  | 163   | 163   |

### DÉPENSES D'INTERVENTION

|  | AE                |                   | CP                |                   |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|  | LFI               | Exécution         | LFI               | Exécution         |
| <b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>   | <b>17 164 033</b> | <b>16 462 508</b> | <b>17 164 033</b> | <b>16 462 708</b> |
| Transferts aux entreprises                 | 1 850 000         | 1 259 409         | 1 850 000         | 1 259 409         |
| Transferts aux collectivités territoriales | 700 000           | 1 288 635         | 700 000           | 1 291 635         |
| Transferts aux autres collectivités        | 14 614 033        | 13 914 464        | 14 614 033        | 13 911 664        |

Les crédits d'intervention, prévus à hauteur de 17 164 033 € en AE et en CP en loi de finances initiale pour 2019, contribuent à la mise en œuvre de la sous-action 03 "Développement de la lecture et des collections" d'une part et de la sous-action 04 "Édition, librairie et professions du livre" d'autre part.

Ces crédits sont mobilisés aux niveaux central et déconcentré. La consommation des crédits d'intervention en 2019 s'est établie à 16 462 508 € en AE et 16 462 708 € en CP, répartis comme suit :

| Synthèse des dépenses d'intervention de l'action 01 " Livre "     | AE         | CP         |
|---|------------|------------|
| Sous-action 03 " Développement de la lecture et des collections " | 5 976 732  | 5 977 332  |
| Crédits centraux  | 801 540    | 804 540    |
| Crédits déconcentrés  | 5 175 192  | 5 172 792  |
| Sous-action 04 " Édition, librairie et professions du livre "     | 10 485 776 | 10 485 376 |
| Crédits centraux  | 8 302 000  | 8 302 000  |
| Crédits déconcentrés  | 2 183 776  | 2 183 376  |
| TOTAL   | 16 462 508 | 16 462 708 |

### SOUS-ACTION 03 : DÉVELOPPEMENT DE LA LECTURE ET DES COLLECTIONS

#### Crédits centraux (801 540 € en AE et 804 540 € en CP)

Ces crédits ont permis de financer quatre types d'actions.

#### 1. Interventions en direction des bibliothèques territoriales (114 040 € en AE et 117 040 € en CP) :

Les crédits alloués aux bibliothèques municipales ou intercommunales pour des acquisitions d'intérêt national, en particulier dans le cas des régions dépourvues de Fonds régionaux d'acquisition des bibliothèques (FRAB), se sont élevés à 114 040 € en AE et 117 040 € en CP en 2019. Le nombre des demandes formulées par les bibliothèques territoriales est stable (10 en 2019 comme en 2018).

#### 2. Soutien à la conservation et à la diffusion du patrimoine écrit (140 000 € en AE et en CP) :

Ces crédits d'intervention ont été attribués à différentes structures intervenant en faveur du patrimoine écrit, telles que la Fédération des maisons d'écrivains et patrimoines littéraires, l'Association française de normalisation (AFNOR), le Cercle de la librairie.

#### 3. Soutien au développement de la lecture (444 500 € en AE et en CP) :

Ces crédits sont consacrés à la mise en œuvre de programmes ministériels et au soutien d'associations de dimension nationale. Ils ont vocation à favoriser la diffusion de l'offre et des pratiques de lecture publique, en particulier à travers la professionnalisation et l'animation du réseau des bibliothèques. Le montant des subventions attribuées varie entre 3 000 € et 65 000 €. Parmi les principales actions ainsi financées en 2019, peuvent être

- les actions de médiation culturelle et de lutte contre l'exclusion en matière de livre et de développement de la lecture à travers diverses associations telles que l'association Valentin Haüy, Braillenet, Les doigts qui rêvent, etc. ;
- l'amélioration de la connaissance des professionnels de la lecture publique en matière d'offre de documentaires audiovisuels mais aussi, plus globalement, la contribution à l'élargissement de l'audience du film documentaire en bibliothèques et à un meilleur signalement des fonds audiovisuels des bibliothèques de lecture publique ;
- l'animation des réseaux de professionnels des bibliothèques, à travers l'association des bibliothécaires de France (ABF) et l'association des bibliothécaires départementaux de prêt (ADB) ;

- l'accueil de professionnels étrangers et notamment de bibliothécaires, grâce notamment au comité français IFLA (International Federation of Library Associations) ;
- le partenariat avec l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB), sous tutelle du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

#### 4. Soutien aux actions de la Maison des écrivains et de la littérature (100 000 € en AE et en CP) :

Ces crédits ont été consacrés à la mise en œuvre du programme d'actions de la Maison des écrivains et de la littérature (MEL), hors Ile de France, concernant les projets « l'ami littéraire » et « le temps des écrivains » et à valoriser les dispositifs de la MEL auprès des DRAC.

#### **Crédits déconcentrés (5 175 192 € en AE et 5 172 792 € en CP)**

S'agissant de la sous-action 3 " Développement de la lecture et des collections ", des mouvements de fongibilité en provenance des crédits centraux du programme ont permis une exécution supérieure au montant initialement programmé pour cette sous-action (3 742 557 € en AE et en CP). Ce supplément de crédits a contribué à renforcer le soutien à différentes initiatives en faveur du développement de la lecture.

De manière générale, les crédits d'intervention délégués aux DRAC au titre de la sous-action 3 ont été mobilisés selon les axes définis dans le PAP 2019, parmi lesquels figurent :

- les partenariats et la coopération interprofessionnelle (3 220 284 €). Il s'agit du soutien des DRAC aux structures régionales pour le livre, qui constituent de véritables centres de ressources pour les acteurs de l'économie du livre comme de la lecture publique ;
- les acquisitions en bibliothèques (229 638 €) ainsi que la conservation et la valorisation des documents patrimoniaux (629 428 €). Ce dernier montant inclut le versement des subventions allouées au titre de l'appel à projets organisé en 2019 dans le cadre du Plan d'action pour le patrimoine écrit (PAPE) pour un total de 379 600 €. Comme les années précédentes, cette opération a été coordonnée et financée au niveau central puis les crédits ont été délégués en cours d'année aux directions régionales des affaires culturelles (DRAC) concernées.
- l'aide à l'emploi dans les médiathèques (133 770 €) ainsi que des actions de formation continue (532 072 €) afin de renforcer la présence de personnel qualifié dans les équipements ;
- diverses manifestations en faveur du développement de la lecture (426 000 €) comprenant les crédits alloués par la DRAC Ile de France à la Maison des écrivains et de la littérature (400 000 €).

#### **SOUS-ACTION 04 : EDITION, LIBRAIRIE ET PROFESSIONS DU LIVRE**

#### **Crédits centraux (8 302 000 € en AE=CP)**

L'exécution 2019 a permis de faire face aux différents besoins identifiés dans le PAP, à savoir principalement le soutien direct au secteur de l'édition et des librairies, à travers divers organismes au premier rang desquels figurent :

- la **Centrale de l'édition**, groupement d'intérêt économique, chargé à la fois de favoriser l'exportation à l'étranger des livres en langue française et de permettre l'application dans les DOM de la loi de 1981 sur le prix du livre, grâce à la mutualisation et à la prise en charge partielle ou totale des coûts de transport et d'assurance (5 400 000 €).
- le **Bureau international de l'édition française** (BIEF) qui est chargé de faciliter et d'encourager les exportations et les échanges de droits pour les 280 maisons et groupes d'édition française qui en sont membres, par des actions de promotion de la production éditoriale française sur les salons et foires du livre à l'international, par une activité de veille et d'analyse des marchés étrangers et par une mise en réseau des éditeurs français avec leurs homologues étrangers dans le cadre de rencontres professionnelles (2 432 000 €).
- le **Syndicat de la librairie française** (SLF) qui regroupe aujourd'hui près de 600 librairies de toutes tailles, généralistes ou spécialisées, dont la vente de livres au détail constitue l'activité principale. Au cœur de ses missions figure la défense de la loi du 10 août 1981 relative au prix du livre qui a permis au marché du livre de

se développer grâce à des réseaux de diffusion à la fois denses et variés. La multiplicité des canaux de diffusion permet de garantir la diversité de la création éditoriale en favorisant son accès auprès d'un large public sur l'ensemble du territoire. Le SLF a bénéficié en 2019 d'une subvention de 230 000 € pour mettre en œuvre un programme d'actions visant notamment à accompagner la modernisation et le développement ainsi que la promotion et le renforcement du travail qualitatif de la librairie indépendante.

### Crédits déconcentrés (2 183 776 € en AE et 2 183 376 € en CP)

Les crédits consommés au titre de la sous-action 4 ont principalement permis :

- le soutien aux librairies (1 205 961 €) et aux maisons d'édition (771 707 € en AE et 771 307 € en CP) pour leurs projets de création, de développement et de diversification, afin de favoriser le maintien d'un réseau de librairies et d'éditeurs indépendants dans l'ensemble des régions et de contribuer ainsi à l'aménagement culturel du territoire ;
- l'aide aux salons, qui permet notamment aux maisons d'édition de taille modeste d'être présentes lors de rencontres qui constituent des lieux privilégiés pour la diffusion des ouvrages (88 757 €) ;
- le financement de projets collectifs interprofessionnels autour de la filière du livre (117 351 €).

|  | AE                |                   | CP                |                   |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|  | LFI               | Exécution         | LFI               | Exécution         |
| <b>Titre 7 : Dépenses d'opérations financières</b> | <b>24 260 595</b> | <b>22 081 890</b> | <b>26 650 812</b> | <b>24 400 400</b> |
| Dotations en fonds propres                         | 24 260 595        | 22 081 890        | 26 650 812        | 24 400 400        |

Ces crédits correspondent aux subventions d'investissement respectivement versées à la Bibliothèque nationale de France (21 374 240 € en AE et en CP), à la Bibliothèque publique d'information (513 650 € en AE et 2 832 160 € en CP) et au Centre national du livre (194 000 € en AE et en CP).

Conformément à la recommandation formulée par la Cour dans le cadre de la note d'exécution budgétaire 2019, les crédits dédiés au livre et à lecture sont récapitulés dans les tableaux ci-dessous :

| Crédits de l'Etat pour la politique du livre et de la lecture - 2019 |                    |                    |
|--|--------------------|--------------------|
| P334 "Livre et lecture"  | Consommation       |                    |
| en €   | AE                 | CP                 |
| Bibliothèque nationale de France - SCSP                              | 182 390 385        | 182 390 385        |
| Bibliothèque nationale de France - dotation en capital               | 21 374 240         | 21 374 240         |
| Quadrilatère Richelieu   |                    | 17 000 000         |
| Bibliothèque publique d'information                                  | 7 119 511          | 9 438 021          |
| Centre national du livre   | 23 859 057         | 23 859 057         |
| Développement de la lecture et des collections                       | 6 376 936          | 6 421 620          |
| <i>dont déconcentrés</i>   | 5 202 192          | 5 202 792          |
| Edition, librairie et professions du livre                           | 19 895 776         | 19 895 376         |
| <i>dont déconcentrés</i>   | 2 183 776          | 2 183 376          |
| <b>Total P334 "Livre et lecture"</b>                                 | <b>261 015 905</b> | <b>280 378 699</b> |
|  |                    |                    |
|  |                    |                    |
| P224 "EAC Livre et lecture"  | Consommation       |                    |
| en €   | AE                 | CP                 |
| Interventions financées sur crédits                                  |                    |                    |

## Livre et industries culturelles

Programme n° 334 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

|   |                    |                    |
|---|--------------------|--------------------|
| <b>centraux</b>   |                    |                    |
| Nuit de la lecture  | 411 183            | 412 420            |
| Divers fonctionnement   | 16 788             | 22 300             |
| Associations lecture publique - jeunesse                      | 261 500            | 261 500            |
| Divers interventions EAC                                      | 465 500            | 465 500            |
| <b>Sous-total crédits centraux</b>                            | <b>1 154 971</b>   | <b>1 161 720</b>   |
| <b>Interventions en DRAC</b>                                  |                    |                    |
| Actions livre et lecture en temps scolaire                    | 941 646            | 939 986            |
| Actions livre et lecture Hors temps scolaire                  | 999 023            | 995 826            |
| Développement de la lecture – Manifestations                  | 3 577 429          | 3 578 365          |
| Centres de ressources du livre et de la lecture               | 2 534 311          | 2 884 311          |
| Contrats territoires lecture                                  | 3 664 321          | 3 654 321          |
| <b>Sous-total crédits déconcentrés</b>                        | <b>11 716 730</b>  | <b>12 052 809</b>  |
|   |                    |                    |
| <b>Total P224 "EAC Livre et lecture"</b>                      | <b>12 871 701</b>  | <b>13 214 529</b>  |
|   |                    |                    |
| <b>P119 DGD "Concours particulier pour les bibliothèques"</b> |                    |                    |
|   |                    |                    |
|   | 88 421 375         | 88 421 375         |
|   |                    |                    |
| <b>Total</b>  | <b>362 308 981</b> | <b>382 014 603</b> |

## Action 02

## Industries culturelles

|                            | Prévision LFI |               |                   | Réalisation |               |                   |
|----------------------------|---------------|---------------|-------------------|-------------|---------------|-------------------|
|                            | Titre 2       | Autres titres | Total             | Titre 2     | Autres titres | Total             |
| (y.c. FdC et AdP)          |               |               |                   |             |               |                   |
| Autorisations d'engagement |               | 15 406 051    | <b>15 406 051</b> |             | 14 847 752    | <b>14 847 752</b> |
| Crédits de paiement        |               | 15 406 051    | <b>15 406 051</b> |             | 14 661 698    | <b>14 661 698</b> |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |             | Crédits de paiement           |             |
|---|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                               | 1 118 592   |                               | 874 393     |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                               | 818 592     |                               | 574 393     |
| Subventions pour charges de service public                |                               | 300 000     |                               | 300 000     |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 15 406 051                    | 13 729 160  | 15 406 051                    | 13 787 305  |
| Transferts aux entreprises                                | 147 364                       | 1 403 000   | 147 364                       | 1 438 645   |
| Transferts aux collectivités territoriales                |                               | 20 000      |                               | 20 000      |
| Transferts aux autres collectivités                       | 15 258 687                    | 12 306 160  | 15 258 687                    | 12 328 660  |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement       |                   | Crédits de paiement              |                   |
|--------------------|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
|                    | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| <b>Total</b>       | <b>15 406 051</b>                | <b>14 847 752</b> | <b>15 406 051</b>                | <b>14 661 698</b> |

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement exécutées en 2019 correspondent aux dépenses suivantes :

- financement de l'observatoire de l'économie de la filière musicale du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (300 000 € en AE et CP) ;
- opérations de préfiguration du Centre national de la musique (529 803 € en AE et CP) ;
- accompagnement de la mise en place des Etats généraux des industries culturelles et créatives (244 200 € en AE) ;
- participation au MIDEM, Marché international du disque et de l'édition musicale, salon professionnel dédié aux industries musicales (44 590 € en AE et CP).

## DÉPENSES D'INTERVENTION

### SOUS-ACTION 01 : SOUTIEN DANS LE DOMAINE DE LA MUSIQUE ENREGISTRÉE

#### Crédits centraux (5,30 M€ en AE et 5,36 M€ en CP)

Ces dépenses correspondent :

- à la subvention allouée au Bureau export de la musique française, organisme de soutien à l'export de la filière musicale tant en matière de spectacle vivant et que de musique enregistrée (2 664 400 € en AE et en CP) ;
- aux aides versées au Club action des labels indépendants français (250 000 €), au Fonds pour la création musicale (262 200 €), aux Allumés du jazz (80 000 €), à l'association des Victoires de la musique (75 440 €) et à la Fédération nationale des labels indépendants (70 000 €) ;
- à la mise en œuvre du dispositif d'aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique enregistrée, dispositif de soutien des projets de développement des labels indépendants, distributeurs, plates-formes de musique en ligne et intermédiaires techniques des industries musicales, instauré par le décret n° 2016-1422 du 21 octobre 2016 (52 bénéficiaires en 2019 ; AE = 1 455 700 €, CP = 1 513 845 €) ;
- à la contribution au financement de différentes structures ou opérations de promotion de la filière musicale.

#### Crédits déconcentrés (0,04 M€)

Les crédits déconcentrés correspondent à la mise en œuvre des dispositifs de contrat de filière pour les musiques actuelles, contractualisation entre l'État, le Centre national de la chanson, des variétés et du Jazz (CNV) et les régions. Cet outil de politique publique est dédié à la musique, et couvre tout le champ du secteur musical, du spectacle vivant à la musique enregistrée. Le programme Livre et Industries culturelles participe en particulier au financement d'appels à projets visant la structuration du tissu économique de producteurs phonographiques implantés dans les régions Nouvelle-Aquitaine (20 000 € en AE et CP) et Centre-Val de Loire (10 000 € en AE et CP), ainsi que les travaux préparatoires à la mise en place d'un tel contrat en Provence-Alpes-Côte d'Azur (10 000 € en AE et CP).

### SOUS-ACTION 02 : SOUTIEN DANS LE DOMAINE DU CINÉMA ET PROTECTION DU PATRIMOINE

#### Crédits déconcentrés

Les interventions déconcentrées en faveur du cinéma, dédiées au soutien en région des festivals et des associations de diffusion, sont depuis 2018 prises en charge par le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC),

répondant ainsi à la double volonté de renforcer la rationalisation des dépenses de l'État et la cohérence de ses modes d'action.

**SOUS-ACTION 03 : HAUTE AUTORITÉ POUR LA DIFFUSION DES OEUVRES ET LA PROTECTION DES DROITS SUR INTERNET (HADOPI)**

**Crédits centraux (8,39 M€)**

La HADOPI a bénéficié en 2019 d'une subvention de 8 387 943 €, représentant la totalité de son budget. Celle-ci a permis de financer les missions d'appui au développement de l'offre légale et de protection des œuvres contre le téléchargement illégal confiées par le législateur à la Haute autorité :

- promouvoir le développement de l'offre légale et observer l'utilisation licite et illicite des œuvres sur Internet ;
- protéger les œuvres à l'égard des atteintes aux droits qui leur sont attachés ;
- réguler l'usage des mesures techniques de protection (MTP).

La HADOPI indemnise par ailleurs les fournisseurs d'accès à Internet, selon les modalités fixées par le décret n° 2017-313 du 9 mars 2017 relatif aux modalités de compensation des surcoûts identifiables et spécifiques des prestations assurées par les opérateurs de communications électroniques à la demande de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet.

## SYNTHÈSE DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur financé (Programme chef de file)                                 | Prévision LFI              |                     | Réalisation                |                     |
|--|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|  | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| <b>BnF - Bibliothèque nationale de France (P334)</b>                       | <b>207 906 000</b>         | <b>207 906 000</b>  | <b>203 764 625</b>         | <b>203 764 625</b>  |
| Subventions pour charges de service public                                 | 183 971 000                | 183 971 000         | 182 390 385                | 182 390 385         |
| Dotations en fonds propres   | 23 935 000                 | 23 935 000          | 21 374 240                 | 21 374 240          |
| <b>CNV - Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (P131)</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>300 000</b>             | <b>300 000</b>      |
| Subventions pour charges de service public                                 | 0                          | 0                   | 300 000                    | 300 000             |
| <b>BPI - Bibliothèque publique d'information (P334)</b>                    | <b>7 264 000</b>           | <b>9 654 000</b>    | <b>7 119 511</b>           | <b>9 438 021</b>    |
| Subventions pour charges de service public                                 | 6 888 000                  | 6 888 000           | 6 605 861                  | 6 605 861           |
| Dotations en fonds propres   | 376 000                    | 2 766 000           | 513 650                    | 2 832 160           |
| <b>CNL - Centre national du livre (P334)</b>                               | <b>24 718 000</b>          | <b>24 718 000</b>   | <b>23 859 057</b>          | <b>23 859 057</b>   |
| Subventions pour charges de service public                                 | 24 518 000                 | 24 518 000          | 23 665 057                 | 23 665 057          |
| Dotations en fonds propres   | 200 000                    | 200 000             | 194 000                    | 194 000             |
| <b>Institut Français (P185)</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>70 000</b>              | <b>70 000</b>       |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 70 000                     | 70 000              |
| <b>Universités et assimilés (P150)</b>                                     | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>385 937</b>             | <b>385 937</b>      |
| Subventions pour charges de service public                                 | 0                          | 0                   | 30 000                     | 30 000              |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 355 937                    | 355 937             |
| <b>Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150)</b>   | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>40 000</b>              | <b>40 000</b>       |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 40 000                     | 40 000              |
| <b>Communautés d'universités et d'établissements (P150)</b>                | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>37 000</b>              | <b>37 000</b>       |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 37 000                     | 37 000              |
| <b>Total</b>   | <b>239 888 000</b>         | <b>242 278 000</b>  | <b>235 576 130</b>         | <b>237 894 640</b>  |
| Total des subventions pour charges de service public                       | 215 377 000                | 215 377 000         | 212 991 303                | 212 991 303         |
| Total des dotations en fonds propres                                       | 24 511 000                 | 26 901 000          | 22 081 890                 | 24 400 400          |
| Total des transferts   | 0                          | 0                   | 502 937                    | 502 937             |

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

## EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT CE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

| Opérateur                                 | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs |              |                     |                | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|---|--|-----------------------------------|--------------|---------------------|----------------|---|
|   |  | sous plafond *                    | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis |   |
| BnF - Bibliothèque nationale de France    | Réalisation 2018                                       |                                   |              |                     |                |   |
|   | Prévision 2019   |                                   |              |                     |                |   |
|   | Réalisation 2019                                       |                                   |              |                     |                |   |
|   |  | 2 179                             | 9            | 0                   | 0              | 0   |
|   | 0  | 2 229                             | 0            | 0                   | 0              | 0   |
|   | 0  | 2 142                             | 6            | 0                   | 3              | 0   |
| BPI - Bibliothèque publique d'information |  | 42                                | 5            | 0                   | 0              | 0   |
|   | 206  | 60                                | 0            | 0                   | 0              | 0   |
|   | 190  | 42                                | 6            | 2                   | 0              | 0   |
| CNL - Centre national du livre            |  | 49                                | 0            | 0                   | 0              | 0   |
|   | 16   | 49                                | 0            | 0                   | 0              | 0   |
|   | 15   | 49                                | 0            | 0                   | 0              | 0   |

## Livres et industries culturelles

Programme n° 334 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

| Opérateur   | ETPT rémunérés<br>par ce<br>programme ou<br>d'autres<br>programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs |              |                        |                | ETPT rémunérés<br>par d'autres<br>collectivités |          |
|---|--|-----------------------------------|--------------|------------------------|----------------|---|----------|
|   |  | sous plafond *                    | hors plafond | dont contrats<br>aidés | dont apprentis |   |          |
| CNC - Centre national du cinéma et de<br>l'image animée | Réalisation 2018   |                                   | 458          | 7                      | 6              | 0   | 0        |
|   | Prévision 2019   | 0                                 | 453          | 15                     | 14             | 0   | 0        |
|   | Réalisation 2019   | 0                                 | 451          | 8                      | 2              | 5   | 0        |
| Cinémathèque française                                  | Réalisation 2018   |                                   | 213          | 6                      | 0              | 0   | 0        |
|   | Prévision 2019   | 0                                 | 213          | 7                      | 6              | 0   | 0        |
|   | Réalisation 2019   | 0                                 | 212          | 5                      | 0              | 1   | 0        |
| <b>Total</b>  | Réalisation 2018   |                                   | <b>2 941</b> | <b>27</b>              | <b>6</b>       | <b>0</b>  | <b>0</b> |
|   | Prévision 2019   | <b>222</b>                        | <b>3 004</b> | <b>22</b>              | <b>20</b>      | <b>0</b>  | <b>0</b> |
|   | Réalisation 2019   | <b>204</b>                        | <b>2 896</b> | <b>25</b>              | <b>4</b>       | <b>9</b>  | <b>0</b> |
|   |  |                                   |              |                        |                |   |          |

\* Les emplois sous plafond 2019 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2019 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019

## PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

|  | Prévision<br>ETPT | Réalisation<br>ETPT |
|--|-------------------|---------------------|
| Emplois sous plafond 2018                                    | 3 023             | 2 941               |
| Extension en année pleine du schéma d'emplois de la LFI 2018 | 0                 | 0                   |
| <b>Impact du schéma d'emplois 2019</b>                       | <b>-19</b>        | <b>-19</b>          |
| Solde des transferts T2/T3                                   | 0                 | 0                   |
| Solde des transferts internes                                | 0                 | 0                   |
| Solde des mesures de périmètre                               | 0                 | 0                   |
| Corrections techniques                                       | 0                 | -26                 |
| Abattements techniques                                       | 0                 | 0                   |
| <b>Emplois sous plafond 2019 *</b>                           | <b>3 004</b>      | <b>2 896</b>        |

\* Les emplois sous plafond 2019 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2019 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019

|                              | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|---------------|-----------------|
| Schéma d'emplois 2019 en ETP | -19           | 0               |

## FISCALITÉ AFFECTÉE AUX OPÉRATEURS

|  | Budget initial     | Compte financier   |
|--|--------------------|--------------------|
| BnF - Bibliothèque nationale de France               | 0                  | 0                  |
| BPI - Bibliothèque publique d'information            | 0                  | 0                  |
| CNL - Centre national du livre                       | 0                  | 2 000              |
| CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée | 686 950 000        | 739 207 000        |
| Cinémathèque française                               | 0                  | 0                  |
| <b>Total</b>   | <b>686 950 000</b> | <b>739 209 000</b> |



## OPÉRATEURS

## BNF - BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

L'année 2019 a été marquée par la poursuite de la progression de la fréquentation, sur place (1 300 000 visiteurs) et à distance. La fréquentation des espaces de lecture dépasse les 920 000 entrées, malgré les effets marqués du mouvement social national démarré en décembre 2019. Le nombre d'inscrits est également en forte hausse et la fréquentation des expositions est marquée par le succès de l'exposition Tolkien, des manifestations et des accueils de classes et d'enseignants. Hors les murs, plusieurs actions d'éducation artistique et culturelle et des projets culturels en région ont été mis en œuvre. L'audience en ligne est proche des 41 millions de visites (+ 3%).

Dans le domaine de l'enrichissement et du signalement des collections, les travaux d'expérimentation des filières de collecte, de stockage et de communication aux lecteurs des documents numériques ont été poursuivis. Ce chantier majeur est conduit alors que la production éditoriale imprimée reste à un niveau élevé et que les collectes des archives du « web » continuent de se développer massivement.

En matière de diffusion des collections, de services aux lecteurs et d'accès à la culture, les programmes de numérisation et les projets conduits par BnF-Partenariats se sont poursuivis : plus de 16 millions de vues numérisées ont été produites. La bibliothèque numérique *Gallica* met à disposition 6 millions de documents et a reçu plus de 15 millions de visites en 2019, constituant ainsi un outil majeur de visibilité et de diffusion du patrimoine national. Par ailleurs, l'extension des missions de la plateforme PLATON (Plateforme de Transfert des Ouvrages Numériques), définie par la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), a notamment impliqué l'accueil des adaptations numériques de livres ou de livres scolaires réalisées par les organismes à partir des fichiers éditeurs et le téléchargement des adaptations déposées par l'ensemble des organismes habilités. Elle s'est traduite par plus de 23 000 fichiers déposés sur la plateforme.

Enfin, dans l'objectif de repenser sa stratégie immobilière, la BnF a lancé une démarche d'envergure visant à élaborer un schéma d'implantation de ses collections et à rédiger le schéma directeur immobilier de l'établissement. Ces procédures ont permis, en 2019, de dresser la cartographie des collections actuelles et de réaliser l'audit technique, juridique et fonctionnel de ces sites ainsi que d'élaborer des scénarios d'implantation future des collections dont le schéma sera arrêté courant 2020.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>ou nature de la dépense                 | Réalisation 2018 (RAP)        |                        | LFI 2019                      |                        | Réalisation 2019              |                        |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P175 – Patrimoines</b>                                      | <b>13</b>                     | <b>13</b>              |                               |                        |                               |                        |
| Dotations en fonds propres                                     | 8                             | 8                      |                               |                        |                               |                        |
| Transferts   | 5                             | 5                      |                               |                        |                               |                        |
| <b>P214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale</b> |                               |                        |                               |                        | <b>0</b>                      |                        |
| Subventions pour charges de service public                     |                               |                        |                               |                        |                               |                        |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 0                             |                        |
| <b>P334 – Livre et industries culturelles</b>                  | <b>202 480</b>                | <b>202 480</b>         | <b>207 906</b>                | <b>207 906</b>         | <b>203 765</b>                | <b>203 765</b>         |
| Subventions pour charges de service public                     | 179 263                       | 179 263                | 183 971                       | 183 971                | 182 390                       | 182 390                |
| Dotations en fonds propres                                     | 23 217                        | 23 217                 | 23 935                        | 23 935                 | 21 374                        | 21 374                 |
| <b>P147 – Politique de la ville</b>                            |                               |                        |                               |                        | <b>20</b>                     | <b>20</b>              |

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>ou nature de la dépense | Réalisation 2018 (RAP)        |                        | LFI 2019                      |                        | Réalisation 2019              |                        |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| Transferts                                     |                               |                        |                               |                        | 20                            | 20                     |
| <b>Total</b>                                   | <b>202 493</b>                | <b>202 493</b>         | <b>207 906</b>                | <b>207 906</b>         | <b>203 785</b>                | <b>203 785</b>         |

La subvention pour charges de service public connaît une diminution de -1 580 444 € en AE et en CP par rapport à la LFI 2019 correspondant, d'une part, au montant de la réserve de précaution (- 2 147 444 €) ajusté d'une ventilation de crédits interne au programme à hauteur de 90 000 € et, d'autre part, d'un complément en gestion de 477 000 € pour contribuer au plan de rattrapage indemnitaire de l'établissement. Ce montant intègre notamment 21 000 € au titre de l'égalité femmes/hommes au sein de l'établissement.

La dotation en fonds propre connaît une diminution de -2 310 543 € en AE et en CP par rapport à la LFI 2019 correspondant au montant de la réserve de précaution (-710 543 €) ajusté de deux mouvements de crédits opérés en gestion : un prélèvement de -2 000 000 € au titre de la participation de l'établissement au financement de l'opération de réhabilitation du quadrilatère Richelieu et un complément de 400 000 € afin d'accompagner la BnF dans les dépenses exceptionnelles liées à la future réouverture du site.

## COMPTE FINANCIER 2019

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges  | Budget<br>initial<br>2019 | Compte<br>financier<br>2019 * | Produits   | Budget<br>initial<br>2019 | Compte<br>financier<br>2019 * |
|--|---------------------------|-------------------------------|--|---------------------------|-------------------------------|
| Personnel<br><i>dont charges de pensions civiles</i>   | 142 040                   | 141 068                       | Subventions de l'État<br>– subventions pour charges de service public<br>– crédits d'intervention( transfert)  | 181 660<br>181 660        | 181 986<br>181 986            |
| Fonctionnement autre que les charges de<br>personnel   | 105 201                   | 99 596                        | Fiscalité affectée   |                           |                               |
| Intervention (le cas échéant)  |                           |                               | Autres subventions   | 395                       | 31                            |
| Opérations d'ordre (incluses dans<br>Fonctionnement et/ou Intervention)<br><i>dont dotations aux amortissements et<br/>provisions</i><br><i>dont valeur nette comptable des éléments<br/>d'actif cédés</i> | 55 900<br>55 900          | 51 137<br>51 137              | Autres produits<br><i>dont reprises aux amortissements et<br/>provisions</i><br><i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i><br><i>dont quote-part reprise au résultat des<br/>financements rattachés à des actifs</i> | 65 857<br>53 150          | 62 716<br>50 998              |
| <b>Total des charges</b>   | <b>247 241</b>            | <b>240 664</b>                | <b>Total des produits</b>  | <b>247 912</b>            | <b>244 733</b>                |
| Résultat : bénéfice  | 671                       | 4 069                         | Résultat : perte   |                           |                               |
| Total : équilibre du CR  | 247 912                   | 244 733                       | Total : équilibre du CR  | 247 912                   | 244 733                       |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Ressources   |                         |               |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|-------------------------|---------------|
|                                      |                     |                         | Budget initial 2019                                    | Compte financier 2019 * |               |
| Insuffisance d'autofinancement       |                     |                         | Capacité d'autofinancement                             | 3 421                   | 4 208         |
| Investissements                      | 51 986              | 39 875                  | Financement de l'actif par l'État                      | 23 676                  | 24 964        |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 495                     | 7 743         |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      | 13 726                  | 41            |
| Remboursement des dettes financières |                     | 4                       | Augmentation des dettes financières                    |                         |               |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>51 986</b>       | <b>39 879</b>           | <b>Total des ressources</b>                            | <b>41 318</b>           | <b>36 956</b> |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     |                         | Diminution du fonds de roulement                       | 10 668                  | 2 923         |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat de l'année 2019 est supérieur aux prévisions initiales grâce à une baisse des charges (-2,7% soit -6,5 M€), résultat d'une diminution des charges de personnel (-0,973 M€) et d'un effort important sur les charges de fonctionnement (-5,6 M€). Cette baisse des charges compense largement la diminution des produits (-1,3% soit -3,2 M€). La CAF est ainsi supérieure aux prévisions, s'établissant à 4,2 M€ contre 3,4 M€ prévus initialement. La diminution importante du niveau d'investissement permet de constater un niveau de trésorerie et de fonds de roulement plus élevé que prévu.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                | Budget initial 2019 |                | Compte financier 2019 * |                |
|---|---------------------|----------------|-------------------------|----------------|
|   | AE                  | CP             | AE                      | CP             |
| Personnel                               | 142 041             | 142 041        | 140 922                 | 140 922        |
| Fonctionnement                          | 49 634              | 50 529         | 48 546                  | 49 384         |
| Intervention                            | 0                   | 0              | 0                       | 0              |
| Investissement                          | 52 211              | 51 985         | 35 853                  | 34 421         |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b> | <b>243 886</b>      | <b>244 555</b> | <b>225 321</b>          | <b>224 727</b> |
| Dépenses de pensions civiles globales   | 0                   | 0              | 0                       | 0              |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>215 746</b>      | <b>213 208</b>          |
| Subvention pour charges de service public       | 181 363             | 181 840                 |
| Autres financements de l'État                   | 22 742              | 20 899                  |
| Fiscalité affectée                              | 0                   | 0                       |
| Autres financements publics                     | 0                   | 0                       |
| Recettes propres                                | 11 641              | 10 469                  |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>16 914</b>       | <b>7 755</b>            |
| Financements de l'État fléchés                  | 792                 | 657                     |
| Autres financements publics fléchés             | 1 330               | 842                     |
| Recettes propres fléchées                       | 14 792              | 6 256                   |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>232 660</b>      | <b>220 963</b>          |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b> | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>  | <b>11 895</b>       | <b>3 764</b>            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination               | Personnel                            | Fonctionnement                 |                                | Intervention         |                      | Investissement                 |                                | Total                            |                                  |
|---------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------------|----------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
|                           | Budget initial<br>Compte financier * | AE = CP                        | AE                             | CP                   | AE                   | CP                             | AE                             | CP                               | AE                               |
| Diffusion et valorisation | 46 883<br>46 613                     | 6 544<br>5 578                 | 6 618<br>5 254                 | 0<br>0               | 0<br>0               | 7 126<br>6 595                 | 7 080<br>6 436                 | 60 553<br>58 786                 | 60 581<br>58 303                 |
| Fonctions support         | 29 726<br>29 393                     | 29 105<br>28 761               | 29 203<br>28 644               | 0<br>0               | 0<br>0               | 5 558<br>5 439                 | 5 718<br>6 436                 | 64 389<br>63 593                 | 64 647<br>64 473                 |
| Patrimoine collections    | 63 471<br>62 971                     | 7 052<br>7 474                 | 7 634<br>8 199                 | 0<br>0               | 0<br>0               | 24 768<br>14 657               | 26 034<br>14 024               | 95 291<br>85 102                 | 97 139<br>85 194                 |
| Patrimoine immobilier     | 1 961<br>1 945                       | 6 933<br>6 732                 | 7 074<br>7 287                 | 0<br>0               | 0<br>0               | 14 759<br>9 163                | 13 153<br>7 525                | 23 653<br>17 840                 | 22 188<br>16 757                 |
| <b>Total</b>              | <b>142 041</b><br><b>140 922</b>     | <b>49 634</b><br><b>48 545</b> | <b>50 529</b><br><b>49 384</b> | <b>0</b><br><b>0</b> | <b>0</b><br><b>0</b> | <b>52 211</b><br><b>35 854</b> | <b>51 985</b><br><b>34 421</b> | <b>243 886</b><br><b>225 321</b> | <b>244 555</b><br><b>224 727</b> |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial<br>2019 | Compte financier<br>2019 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>11 895</b>          | <b>3 764</b>               |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 0                      | 0                          |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 0                      | 2 288                      |
| Autres décaissements non budgétaires  | 1 800                  | 0                          |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>13 695</b>          | <b>6 052</b>               |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 0                      | 2 495                      |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 0                      | 0                          |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>13 695</b>          | <b>6 052</b>               |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial<br>2019 | Compte financier<br>2019 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 0                      | 0                          |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 0                      | 3 557                      |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                      | 0                          |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>0</b>               | <b>3 557</b>               |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>13 695</b>          | <b>2 495</b>               |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 13 694                 | 0                          |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 1                      | 4 990                      |
| <b>Total des financements</b>   | <b>13 695</b>          | <b>6 052</b>               |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le solde budgétaire de l'année 2019 est supérieur aux prévisions initiales grâce à une baisse des dépenses (-8% soit -19,8 M€), principalement portée par une diminution de l'enveloppe d'investissement (-34 % soit -17,5 M€), qui compense largement la diminution des recettes (-5% soit -11,6 M€) marquée notamment par une baisse des recettes fléchées (-54 % soit -9M€) et notamment des recettes propres fléchées (-8,5 M€) correspondant à certaines dépenses d'investissement. En conséquence, le solde budgétaire, bien que déficitaire, est en nette amélioration de -11,9 M€ à -3,7 M€.

Les **dépenses de personnel** exécutées en 2019 correspondent à 99 % des prévisions faites au budget initial (BI) de l'établissement. Ce taux d'exécution représente une amélioration notable de la gestion de ces dépenses par rapport à l'exercice 2018 (100,3% des prévisions au BI 2018).

Les **dépenses de fonctionnement** sont légèrement inférieures aux prévisions initiales (-1,1 M€) en raison d'ajustements effectués en gestion (décalage et/ou reports de certaines dépenses) notamment sur crédits fléchés en dépenses comme en recettes. Le taux de consommation s'établit cependant à près de 98 % en AE comme en CP.

Les **dépenses d'investissement** sont significativement inférieures aux prévisions initiales (-17,5 M€ en CP). Cette diminution a été entérinée par un budget rectificatif et est largement déterminée par les mouvements sur crédits fléchés avec l'annulation, en dépenses comme en recettes, de certaines acquisitions patrimoniales partiellement décalées sur 2020. Hors crédits fléchés, les ajustements effectués témoignent de l'annulation ou du décalage de certaines opérations (marchés infructueux notamment).

Les besoins de trésorerie s'établissent au CF 2019 à 5,033 M€ contre 13,694 M€ prévus initialement. Cette amélioration de la situation est principalement dû à l'amélioration du déficit budgétaire entre le BI 2019 et le CF 2019. Les opérations pour compte de tiers correspondent aux flux habituels sur la TVA.

## ■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS

|  | Réalisation 2018<br>(1) | Prévision 2019<br>(2) | Réalisation 2019 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>2 188</b>            | <b>2 229</b>          | <b>2 148</b>     |
| – sous plafond                                       | 2 179                   | 2 229                 | 2 142            |
| – hors plafond                                       | 9                       |                       | 6                |
| <i>dont contrats aidés</i>                           |                         |                       |                  |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       | 3                |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par ce programme              |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

Le nombre d'équivalents temps plein travaillés (ETPT) en fin d'exercice s'établit à 2 142 ETPT sous plafond et 6 ETPT hors-plafond, contre 2180 ETPT retenus en BI 2019 pour les emplois sous plafond.

En 2019, la Bpi a poursuivi la mise en œuvre de ses orientations stratégiques, à savoir : le maintien du niveau de l'offre documentaire, imprimée et électronique, mise à disposition de ses lecteurs, l'amélioration de la qualité de l'accueil des publics, la poursuite du développement de l'action culturelle et des médiations autour des collections et des projets de coopération culturelle avec CNAC-GP, le renforcement de la coopération nationale et internationale et la maîtrise des coûts de gestion. En termes de fréquentation, la Bpi a cumulé 1 319 326 entrées en 2019. Ce chiffre comptabilise notamment les visiteurs des espaces de lecture de la bibliothèque, de l'exposition, de la troisième édition de la Nuit de la Lecture, du festival « Cinéma du Réel », de la programmation Cinéma (350 séances annuelles) dans le cadre de la Cinémathèque du documentaire, et des médiations et débats organisés par la bibliothèque.

L'année 2019 a été marquée par le succès de l'exposition « Riad Sattouf, l'écriture dessinée » (14 novembre 2018 – 11 mars 2019). Pour la première rétrospective consacrée à cet auteur prolifique, la Bpi a voulu mettre en valeur l'univers graphique de Riad Sattouf, son regard acéré et tendre sur l'adolescence, la richesse de ses références, son art du récit et la dimension souvent autobiographique de ses travaux. Avec 70 300 visiteurs sur les 17 semaines d'exploitation, cette exposition a constitué un réel succès populaire.

En 2019, la Bpi a également renforcé sa programmation en matière d'éducation artistique et culturelle en développant des actions d'éducation aux médias et à l'information incluant un volet territorial d'accompagnement des professionnels des bibliothèques et des actions d'éducation à l'image.

Comme en 2018, la mise en place, durant la période estivale et pendant les expositions, d'un accès permettant une communication directe par la Chenille (niveau 2) entre le CNAC - GP et la Bpi a contribué à favoriser la mixité des publics des deux établissements.

### Gouvernance et pilotage stratégique

Le décret statutaire de la Bpi, en date du 27 janvier 1976, a été modifié et intégré au code du patrimoine par le décret du 4 mars 2020 portant diverses dispositions relatives aux bibliothèques. Les principales modifications portent sur une clarification des missions statutaires de l'établissement, sur la participation du directeur de la Bpi aux instances de direction et de programmation du CNAC-GP et sur l'harmonisation des compétences du conseil d'administration avec celles des organes délibérants d'établissements publics administratifs similaires.

Par ailleurs, les objectifs définis dans le contrat d'objectifs et de performance 2016-2018 seront prolongés dans un avenant 2019-2022 afin de couvrir la durée prévisionnelle des travaux.

En matière de rationalisation des fonctions support, la Bpi s'est engagée dans un projet de dématérialisation de sa chaîne de la dépense, pour une mise en œuvre effective au 1er janvier 2020.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>ou nature de la dépense                              | Réalisation 2018 (RAP)        |                        | LFI 2019                      |                        | Réalisation 2019              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P224 – Transmission des savoirs et<br/>démocratisation de la culture</b> | <b>50</b>                     | <b>50</b>              |                               |                        | <b>25</b>                     | <b>25</b>              |
| Subventions pour charges de service public                                  | 50                            | 50                     |                               |                        |                               |                        |
| Transferts  |                               |                        |                               |                        | 25                            | 25                     |
| <b>P334 – Livre et industries culturelles</b>                               | <b>8 468</b>                  | <b>10 941</b>          | <b>7 264</b>                  | <b>9 654</b>           | <b>7 120</b>                  | <b>9 438</b>           |
| Subventions pour charges de service public                                  | 6 608                         | 6 608                  | 6 888                         | 6 888                  | 6 606                         | 6 606                  |
| Dotations en fonds propres  | 1 860                         | 4 333                  | 376                           | 2 766                  | 514                           | 2 832                  |

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>ou nature de la dépense | Réalisation 2018 (RAP)        |                        | LFI 2019                      |                        | Réalisation 2019              |                        |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>Total</b>                                   | <b>8 518</b>                  | <b>10 991</b>          | <b>7 264</b>                  | <b>9 654</b>           | <b>7 145</b>                  | <b>9 463</b>           |

La subvention pour charges de service public connaît un écart de -281 698 € en AE et en CP par rapport à la LFI, correspondant au montant de la réserve de précaution (-132 586 €) ajusté d'un transfert de -149 112 € en AE et en CP vers la dotation en fonds propres de l'établissement pour contribuer au financement du projet de rénovation des espaces publics de la Bpi.

En conséquence, la dotation en fonds propre connaît, quant à elle, un écart de 137 838 € en AE et 66 131 € en CP correspondant au montant de la réserve de précaution (-11 274 € en AE et -82 981 € en CP) ajusté du complément transféré depuis la subvention pour charges de service public (149 112 € en AE et en CP).

## COMPTE FINANCIER 2019

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges  | Budget<br>initial<br>2019 | Compte<br>financier<br>2019 * | Produits   | Budget<br>initial<br>2019 | Compte<br>financier<br>2019 * |
|--|---------------------------|-------------------------------|--|---------------------------|-------------------------------|
| Personnel<br><i>dont charges de pensions civiles</i>   | 3 144                     | 2 579                         | Subventions de l'État<br>– subventions pour charges de service public<br>– crédits d'intervention( transfert)  | 6 606<br>6 606            | 6 650<br>6 650                |
| Fonctionnement autre que les charges de<br>personnel   | 4 480                     | 4 551                         | Fiscalité affectée   |                           |                               |
| Intervention (le cas échéant)  |                           |                               | Autres subventions   | 510                       | 524                           |
| Opérations d'ordre (incluses dans<br>Fonctionnement et/ou Intervention)<br><i>dont dotations aux amortissements et<br/>provisions</i><br><i>dont valeur nette comptable des éléments<br/>d'actif cédés</i> | 600<br>600                | 648<br>648                    | Autres produits<br><i>dont reprises aux amortissements et<br/>provisions</i><br><i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i><br><i>dont quote-part reprise au résultat des<br/>financements rattachés à des actifs</i> | 598<br>400                | 685<br>74<br>402              |
| <b>Total des charges</b>   | <b>7 624</b>              | <b>7 130</b>                  | <b>Total des produits</b>  | <b>7 714</b>              | <b>7 859</b>                  |
| Résultat : bénéfice  | 90                        | 729                           | Résultat : perte   |                           |                               |
| Total : équilibre du CR  | 7 714                     | 7 859                         | Total : équilibre du CR  | 7 714                     | 7 859                         |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Ressources   | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       |                     |                         | Capacité d'autofinancement                             | 290                 | 901                     |
| Investissements                      | 5 754               | 5 694                   | Financement de l'actif par l'État                      | 2 832               | 2 832                   |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 177                 | 911                     |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      |                     |                         |
| Remboursement des dettes financières |                     |                         | Augmentation des dettes financières                    |                     |                         |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>5 754</b>        | <b>5 694</b>            | <b>Total des ressources</b>                            | <b>3 299</b>        | <b>4 644</b>            |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     |                         | Diminution du fonds de roulement                       | 2 455               | 1 050                   |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat de l'année 2019 est supérieur aux prévisions initiales grâce à une baisse des charges (-6,5% soit -493 k€) portée principalement par une masse salariale maîtrisée (-18% soit -565 k€) qui compense la légère augmentation des charges de fonctionnement (+1,6% soit +71 k€). Par ailleurs, la hausse des produits (+1,9% soit +144 k€) permet de dégager un résultat patrimonial de 728 k€ et une CAF de 901 k€, supérieure aux prévisions. La légère diminution de l'investissement et la hausse parallèle des ressources permettent de constater un niveau de trésorerie et de fonds de roulement plus élevé que prévu.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                | Budget initial 2019 |               | Compte financier 2019 * |               |
|---|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
|   | AE                  | CP            | AE                      | CP            |
| Personnel                               | 3 143               | 3 143         | 2 778                   | 2 778         |
| Fonctionnement                          | 3 907               | 3 884         | 3 571                   | 3 500         |
| Intervention                            | 0                   | 0             | 0                       | 0             |
| Investissement                          | 894                 | 5 753         | 1 207                   | 5 821         |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b> | <b>7 944</b>        | <b>12 780</b> | <b>7 556</b>            | <b>12 099</b> |
| Dépenses de pensions civiles globales   | 0                   | 0             | 0                       | 0             |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>7 358</b>        | <b>7 358</b>            |
| Subvention pour charges de service public       | 6 606               | 6 606                   |
| Autres financements de l'État                   | 534                 | 557                     |
| Fiscalité affectée                              | 0                   | 0                       |
| Autres financements publics                     | 15                  | 24                      |
| Recettes propres                                | 203                 | 171                     |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>2 971</b>        | <b>2 820</b>            |
| Financements de l'État fléchés                  | 2 319               | 2 319                   |
| Autres financements publics fléchés             | 652                 | 501                     |
| Recettes propres fléchées                       | 0                   | 0                       |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>10 329</b>       | <b>10 178</b>           |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b> | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>  | <b>2 451</b>        | <b>1 921</b>            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination                  | Personnel                            | Fonctionnement         |                        | Intervention   |                | Investissement       |                        | Total                  |                          |
|------------------------------|--------------------------------------|------------------------|------------------------|----------------|----------------|----------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|
|                              | Budget initial<br>Compte financier * | AE = CP                | AE                     | CP             | AE             | CP                   | AE                     | CP                     | AE                       |
| Accueil du public            | 366<br>373                           | 183<br>173             | 198<br>172             | 0<br>0         | 0<br>0         | 48<br>7              | 48<br>7                | 597<br>553             | 612<br>552               |
| Activités de support         | 2 129<br>1 795                       | 1 198<br>1 165         | 1 152<br>1 092         | 0<br>0         | 0<br>0         | 500<br>875           | 5 329<br>5 574         | 3 827<br>3 835         | 8 610<br>8 461           |
| Coopération                  | 0<br>0                               | 267<br>192             | 251<br>197             | 0<br>0         | 0<br>0         | 130<br>126           | 130<br>122             | 397<br>318             | 381<br>319               |
| Offre documentaire           | 351<br>305                           | 1 580<br>1 529         | 1 580<br>1 544         | 0<br>0         | 0<br>0         | 131<br>131           | 161<br>68              | 2 062<br>1 965         | 2 092<br>1 917           |
| Valorisation des collections | 297<br>304                           | 679<br>512             | 703<br>495             | 0<br>0         | 0<br>0         | 85<br>68             | 85<br>50               | 1 061<br>884           | 1 085<br>849             |
| <b>Total</b>                 | <b>3 143<br/>2 777</b>               | <b>3 907<br/>3 571</b> | <b>3 884<br/>3 500</b> | <b>0<br/>0</b> | <b>0<br/>0</b> | <b>894<br/>1 207</b> | <b>5 753<br/>5 821</b> | <b>7 944<br/>7 555</b> | <b>12 780<br/>12 098</b> |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial<br>2019 | Compte financier<br>2019 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>2 451</b>           | <b>1 921</b>               |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 0                      | 0                          |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 0                      | 0                          |
| Autres décaissements non budgétaires  | 0                      | 0                          |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>2 451</b>           | <b>1 921</b>               |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 0                      | 0                          |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 3                      | 692                        |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>2 451</b>           | <b>1 921</b>               |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial<br>2019 | Compte financier<br>2019 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 0                      | 0                          |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 0                      | 0                          |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                      | 32                         |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>0</b>               | <b>32</b>                  |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>2 451</b>           | <b>1 889</b>               |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 2 454                  | 2 581                      |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 0                      | 0                          |
| <b>Total des financements</b>   | <b>2 451</b>           | <b>1 921</b>               |

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|--------------|---------------------|-------------------------|
|--------------|---------------------|-------------------------|

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le déficit du solde budgétaire de l'année 2019 est inférieur aux prévisions initiales de 532 k€ grâce à une diminution des dépenses de 683 k€ portée par les dépenses de personnel (-366 k€) et les dépenses de fonctionnement (-385 k€) tandis que les recettes évoluaient marginalement à la baisse (-151 k€).

Les **dépenses de personnel** sont en diminution de 366 k€ par rapport aux prévisions initiales en raison d'un fort taux de vacance couplé à des difficultés persistantes de recrutement. Toutefois, l'établissement prévoit une diminution progressive du taux de vacance à partir de 2020. Il faut également noter un mouvement de fongibilité asymétrique de 176 k€ opéré en budget rectificatif depuis les dépenses de personnel vers les dépenses d'investissement. Le taux de consommation entre CF et BI s'établit donc à 88,3 %.

Les **dépenses de fonctionnement** s'élèvent à 3 570 768 € en AE et 3 499 768 € en CP. L'écart par rapport à la prévision initiale s'explique par le décalage du démarrage des travaux de rénovation de la bibliothèque ; le budget initial 2020 prévoyant ainsi des dépenses de préparation des travaux qui n'ont pas pu être réalisées.

Les crédits exécutés ont permis de financer les dépenses de communication et de vacation liées à l'accueil des publics, les manifestations culturelles et les actions de médiation organisées par la Bpi, les dépenses d'acquisitions de collections (documents imprimés, numériques et autoformation) ainsi que les frais courants (charges locatives reversées au CNAC – GP, subvention de l'association du personnel, informatique, formation, etc.)

Les **dépenses d'investissement** (1 206 793 € en AE et 5 821 371 € en CP) portent principalement sur les crédits reversés à l'OPPIC conformément à l'échéancier fixé par les avenants à la convention de mandat signée en 2016 (4 899 276 € en CP au titre de l'exercice 2019), sur des dépenses informatiques liées au développement de nouvelles applications pour la Bpi ainsi que sur les acquisitions de droits filmographiques. En 2019, la Bpi a engagé un marché de mise en place de contremarques dans le cadre de l'accès modifié des espaces publics pour un retour des usagers à l'entrée commune du Centre Pompidou par la Piazza.

Le prélèvement de trésorerie fléchée constaté (- 2 580 766 €) s'explique par l'écart entre les encaissements des financements du projet de rénovation de la Bpi (participations du ministère de la Culture et du CNAC – GP) et les versements à l'OPPIC. Ces crédits ont abondé la trésorerie fléchée de l'établissement des exercices antérieurs et sont reversés à l'OPPIC à partir de 2019, conformément à l'échéancier en vigueur.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

|  | Réalisation 2018<br>(1) | Prévision 2019<br>(2) | Réalisation 2019 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>47</b>               | <b>60</b>             | <b>48</b>        |
| – sous plafond                                       | 42                      | 60                    | 42               |
| – hors plafond                                       | 5                       |                       | 6                |
| <i>dont contrats aidés</i>                           |                         |                       | 2                |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       |                  |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         | <b>206</b>            | <b>190</b>       |
| – rémunérés par l'État par ce programme              |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         | 206                   | 190              |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

Les autorisations d'emploi notifiées en 2019 étaient de :

- 206 ETPT pour le plafonds d'emploi ministériel (T2) avec une réalisation de 188 ETPT soit en légère amélioration par rapport à 2018.
- 60 ETPT pour la plafond d'emplois de la Bpi (T3) pour une réalisation de 42 ETPT, similaire à 2018

Par ailleurs, le nombre d'emplois hors plafond s'est établi à 6 ETPT en 2019 dont 2 contrats aidés pour un plafond d'emploi fixé à 7 ETPT.

La vacance sur titre 3 de la Bpi était de 15, 6 ETPT au 31/12/19 contre 21, 4 ETPT au 31/12/18.

Deux facteurs ont joué :

- d'une part, les difficultés de recrutement n'ont pas permis de résorber complètement la vacance sur les contractuels de longue durée sur un seul exercice;
- d'autre part, les grèves qui sont intervenues en 2019 et plus particulièrement au dernier trimestre 2019 ont fortement perturbé le fonctionnement de la Bpi, la conduisant à plusieurs reprises à fermer l'établissement. La réduction d'activité qui s'en est suivie, a eu notamment pour effet de ralentir l'un des recrutements de contractuels en cours et le recours à des vacataires.

## CNL - CENTRE NATIONAL DU LIVRE

### Principaux faits structurants de l'année 2019

En 2019, le CNL s'est vu attribuer pour la première fois une subvention pour charges de service public, alors qu'il était financé jusque-là par deux taxes affectées. Cette sécurisation des ressources de l'établissement était une mesure attendue, le CNL ayant pu connaître, depuis 2014, des périodes d'incertitude budgétaire compte tenu de la variation tendancielle à la baisse des recettes fiscales affectées.

Le CNL a également organisé « l'Année de la bande dessinée 2020 » à la demande du ministère de la Culture et a donc présenté un budget rectificatif permettant de préparer la manifestation dès 2019 en concluant des marchés publics spécifiques. Cette organisation a fortement mobilisé le personnel de l'établissement.

Enfin, l'année a été marquée par la poursuite de la dématérialisation totale des procédures d'instruction du CNL. Désormais, les demandeurs ont accès en temps réel, sur leur espace personnel du portail numérique des demandes d'aides, aux différents documents liés à leur demande. En outre, le CNL a introduit à l'automne la motivation des décisions d'attribution des subventions, répondant ainsi à une demande exprimée depuis plusieurs années par les demandeurs d'aides.

### Gouvernance et pilotage stratégique

Depuis le terme de son mandat le 21 octobre 2018, le président assure l'intérim du CNL. Le ministère de la Culture ayant souhaité que le prochain COP coïncide avec la nouvelle présidence de l'établissement, le CNL n'a donc plus de contrat d'objectifs et de performance (COP) depuis fin 2017.

En matière immobilière, le CNL, qui avait fait adopter son schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2017-2021 par son conseil d'administration en juin 2018, a finalisé ses travaux d'accessibilité en janvier 2019, répondant ainsi à ses obligations réglementaires. Le CNL a en outre poursuivi sa gestion vertueuse qui s'est traduite en matière de fonctionnement par 47 k€ de gains achats réalisés en 2019 et des dépenses immobilières en diminution par rapport à l'exercice précédent.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>ou nature de la dépense | Réalisation 2018 (RAP)        |                        | LFI 2019                      |                        | Réalisation 2019              |                        |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P334 – Livre et industries culturelles</b>  |                               |                        | <b>24 718</b>                 | <b>24 718</b>          | <b>23 859</b>                 | <b>23 859</b>          |
| Subventions pour charges de service public     |                               |                        | 24 518                        | 24 518                 | 23 665                        | 23 665                 |
| Dotations en fonds propres                     |                               |                        | 200                           | 200                    | 194                           | 194                    |
| <b>Total</b>                                   |                               |                        | <b>24 718</b>                 | <b>24 718</b>          | <b>23 859</b>                 | <b>23 859</b>          |

La subvention pour charges de service public connaît un écart de -852 943 € en AE et en CP par rapport à la LFI, correspondant au montant de la réserve de précaution (-657 143 €) ajusté d'une ventilation de crédits interne au programme à hauteur de -195 800 €. La dotation en fonds propres connaît, quant à elle, un écart de -6 000 € en AE et en CP correspondant au montant de la réserve de précaution.

## COMPTE FINANCIER 2019

## Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges  | Budget<br>initial<br>2019 | Compte<br>financier<br>2019 * | Produits   | Budget<br>initial<br>2019 | Compte<br>financier<br>2019 * |
|--|---------------------------|-------------------------------|--|---------------------------|-------------------------------|
| Personnel  | 3 550                     | 3 329                         | Subventions de l'État  | 23 665                    | 23 665                        |
| <i>dont charges de pensions civiles</i>                                | 182                       | 232                           | – subventions pour charges de service public                                       | 23 665                    | 23 665                        |
|  |                           |                               | – crédits d'intervention( transfert)   |                           |                               |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel                      | 2 859                     | 2 702                         | Fiscalité affectée   |                           | 2                             |
| Intervention (le cas échéant)  | 17 575                    | 17 357                        | Autres subventions   |                           |                               |
| Opérations d'ordre (inclues dans<br>Fonctionnement et/ou Intervention) | 270                       | 226                           | Autres produits  | 319                       | 368                           |
| <i>dont dotations aux amortissements et provisions</i>                 | 270                       | 221                           | <i>dont reprises aux amortissements et provisions</i>                              | 193                       | 114                           |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>          |                           | 5                             | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>                                 |                           | 8                             |
|  |                           |                               | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 7                         | 18                            |
| <b>Total des charges</b>   | <b>23 984</b>             | <b>23 388</b>                 | <b>Total des produits</b>  | <b>23 984</b>             | <b>24 035</b>                 |
| Résultat : bénéfice  |                           | 647                           | Résultat : perte   |                           |                               |
| Total : équilibre du CR  | 23 984                    | 24 035                        | Total : équilibre du CR  | 23 984                    | 24 035                        |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Ressources   | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       |                     |                         | Capacité d'autofinancement                             | 70                  | 733                     |
| Investissements                      | 194                 | 93                      | Financement de l'actif par l'État                      | 194                 | 194                     |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      |                     |                         |
| Remboursement des dettes financières | 1 570               | 1 458                   | Augmentation des dettes financières                    | 1 500               | 1 932                   |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>1 764</b>        | <b>1 551</b>            | <b>Total des ressources</b>                            | <b>1 764</b>        | <b>2 859</b>            |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     | 1 308                   | Diminution du fonds de roulement                       |                     |                         |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat de l'année 2019 est supérieur aux prévisions initiales grâce à une baisse des charges (-2,5%) portée par une maîtrise de la masse salariale (-2,5% par rapport au budget initial) et un effort sur les charges de fonctionnement (-6,2%). Cette baisse des charges compense largement la diminution des produits (-0,6%). Le résultat de l'exercice (647 k€) est donc supérieur aux prévisions initiales (184 k€) ainsi que la CAF (733 k€ au lieu de 70 k€). Un ajustement des dépenses d'investissement permet de constater un niveau de trésorerie plus élevé que prévu (21,1 M€ contre 19,8 M€ prévu initialement).

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                | Budget initial 2019 |               | Compte financier 2019 * |               |
|---|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
|   | AE                  | CP            | AE                      | CP            |
| Personnel                               | 3 900               | 3 900         | 3 653                   | 3 653         |
| Fonctionnement                          | 2 330               | 2 309         | 2 927                   | 2 251         |
| Intervention                            | 17 537              | 17 575        | 17 517                  | 17 220        |
| Investissement                          | 194                 | 194           | 74                      | 93            |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b> | <b>23 961</b>       | <b>23 978</b> | <b>24 171</b>           | <b>23 217</b> |
| Dépenses de pensions civiles globales   | 0                   | 0             | 232                     | 232           |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>23 765</b>       | <b>23 881</b>           |
| Subvention pour charges de service public       | 23 665              | 23 665                  |
| Autres financements de l'État                   | 0                   | 0                       |
| Fiscalité affectée                              | 0                   | 2                       |
| Autres financements publics                     | 20                  | 24                      |
| Recettes propres                                | 80                  | 190                     |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>213</b>          | <b>225</b>              |
| Financements de l'État fléchés                  | 194                 | 194                     |
| Autres financements publics fléchés             | 0                   | 0                       |
| Recettes propres fléchées                       | 19                  | 31                      |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>23 978</b>       | <b>24 106</b>           |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b> | <b>0</b>            | <b>889</b>              |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>  | <b>0</b>            | <b>0</b>                |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination            | Personnel                    | Fonctionnement               |                              | Intervention                   |                                | Investissement          |                         | Total                          |                                |
|------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
|                        | AE = CP                      | AE                           | CP                           | AE                             | CP                             | AE                      | CP                      | AE                             | CP                             |
| Fonction support       | 1 750<br>1 566               | 1 290<br>1 926               | 1 269<br>1 271               | 0<br>0                         | 0<br>0                         | 194<br>74               | 194<br>93               | 3 234<br>3 566                 | 3 213<br>2 930                 |
| Soutien à la création  | 1 145<br>1 175               | 0<br>0                       | 0<br>0                       | 10 033<br>10 091               | 10 014<br>9 934                | 0<br>0                  | 0<br>0                  | 11 178<br>11 266               | 11 159<br>11 109               |
| Soutien à la diffusion | 465<br>421                   | 20<br>14                     | 20<br>14                     | 3 977<br>3 706                 | 4 034<br>3 566                 | 0<br>0                  | 0<br>0                  | 4 462<br>4 141                 | 4 519<br>4 001                 |
| Valorisation           | 540<br>491                   | 1 020<br>987                 | 1 020<br>965                 | 3 527<br>3 720                 | 3 527<br>3 720                 | 0<br>0                  | 0<br>0                  | 5 087<br>5 198                 | 5 087<br>5 176                 |
| <b>Total</b>           | <b>3 900</b><br><b>3 653</b> | <b>2 330</b><br><b>2 927</b> | <b>2 309</b><br><b>2 250</b> | <b>17 537</b><br><b>17 517</b> | <b>17 575</b><br><b>17 220</b> | <b>194</b><br><b>74</b> | <b>194</b><br><b>93</b> | <b>23 961</b><br><b>24 171</b> | <b>23 978</b><br><b>23 216</b> |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 1 570               | 1 458                   |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 11                  | 15                      |
| Autres décaissements non budgétaires  | 0                   | 0                       |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>1 581</b>        | <b>1 473</b>            |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>0</b>            | <b>1 345</b>            |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 0                   | 54                      |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 0                   | 1 291                   |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>1 581</b>        | <b>2 818</b>            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>0</b>            | <b>889</b>              |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 1 500               | 1 903                   |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 11                  | 15                      |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                   | 12                      |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>1 511</b>        | <b>2 818</b>            |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>70</b>           | <b>0</b>                |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 70                  | 0                       |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 0                   | 0                       |
| <b>Total des financements</b>   | <b>1 581</b>        | <b>2 818</b>            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le solde budgétaire de l'année 2019 est supérieur aux prévisions initiales (+888 k€) grâce à une baisse des dépenses (-761 k€ soit -3%) portée par une maîtrise des dépenses de personnel (-247 k€ soit -6%) et une régulation des dépenses d'intervention (-355 k€ soit -2%) tandis que le niveau de recettes évolue à la hausse (+128 k€ soit +0,5%) par une augmentation des recettes propres globalisées (+110 k€ soit +137%).

Les **dépenses de personnel** sont stables en 2019 avec une baisse de 247 k€ par rapport aux prévisions initiales. Cette diminution est principalement due au renoncement de la mise en place d'une double lecture pour les dossiers présentés en commission. Le taux de consommation entre CF et BI s'établit donc à 93,7%.

Les **dépenses de fonctionnement** sont stables en CP (-2,5%) et en hausse en AE (+25%) par rapport aux prévisions initiales compte tenu de l'engagement des marchés liés à l'organisation de « l'Année de la BD 2020 ». Le taux de consommation des CP entre CF et BI s'établit à 97,5%.

Les **dépenses d'interventions** sont globalement conformes aux prévisions initiales, le taux de consommation entre le BI et le CF s'établissant à 99,9% en AE et 98% en CP.

Les **dépenses d'investissement** connaissent une variation importante (-100 k€) mais restent limitées à l'échelle du budget du CNL. Cette variation s'explique par une subvention d'investissement initiale ne correspondant pas aux besoins du CNL. Cette subvention a été recalée pour 2020 conformément aux besoins de l'établissement.

L'année 2019 est essentiellement marquée par un abondement de la trésorerie de 1,344 M€ contre une prévision initiale d'un prélèvement de 0,07 M€. Cet écart s'explique majoritairement par l'excédent budgétaire dégagé par la gestion 2019 (+888 k€).

Par ailleurs, le versement des aides accordées par l'établissement aux bénéficiaires est soumis à des conditions de paiement et, le cas échéant, de la présentation de justificatifs, rendant difficile l'estimation de la consommation des CP lors de l'élaboration du budget. Par ailleurs, en raison de la conjoncture économique, il est également difficile d'estimer le nombre et le montant des demandes de prêts qui seront sollicitées par les libraires et éditeurs. De même, les remboursements de prêts par ces derniers varient selon leur capacité financière.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

|  | Réalisation 2018<br>(1) | Prévision 2019<br>(2) | Réalisation 2019 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>49</b>               | <b>49</b>             | <b>49</b>        |
| – sous plafond                                       | 49                      | 49                    | 49               |
| – hors plafond                                       |                         |                       |                  |
| <i>dont contrats aidés</i>                           |                         |                       |                  |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       |                  |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         | <b>16</b>             | <b>15</b>        |
| – rémunérés par l'État par ce programme              |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         | 16                    | 15               |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

Le CNL a respecté le plafond d'emplois notifié par le ministère de la Culture. L'exécution 2019 s'établit à 48,99 ETPT pour le titre 3 (plafond de 49 ETPT) et à 14 ETPT pour le titre 2 (plafond de 16 ETPT). Par ailleurs, l'établissement ne dispose pas d'emplois hors-plafond.

## CNC - CENTRE NATIONAL DU CINÉMA ET DE L'IMAGE ANIMÉE

En 2019 et pour la sixième année consécutive, la fréquentation des salles de cinéma franchit le seuil des 200 millions d'entrées avec 213,3 millions d'entrées, soit après 2011 le deuxième niveau le plus élevé depuis 1966. Les spectateurs ont apprécié l'ambition artistique et la grande diversité des films français en salles, qui réalisent plus de 74 millions d'entrées, soit une part de marché pour le cinéma français de 35 %. Après deux années en léger recul, la fréquentation de l'année 2019 est en hausse de 6,1 % par rapport à l'année précédente (201,1 millions d'entrées en 2018).

Dix réformes du règlement général des aides financières (RGA) du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) ont été adoptées par le Centre en 2019, permettant d'adapter la politique de soutien aux évolutions des secteurs du cinéma et de l'image animée. Parmi celles-ci, on peut noter en particulier la création d'une aide sélective à l'écriture destinée aux auteurs de jeux vidéo et la simplification et le renfort des aides à la production et à la diffusion des œuvres de courte durée.

Dans un contexte de diminution des ressources disponibles (épuisement des réserves, stabilisation des recettes fiscales néanmoins fragilisées par des pratiques de fraude s'agissant de la TST-D) et de trajectoire très dynamique des soutiens automatiques, le CNC a engagé, en 2018 et 2019, une série de mesures destinées à assurer et pérenniser à l'avenir la soutenabilité budgétaire des soutiens financiers :

- des mesures d'économies, avec l'adoption en novembre 2018 du plan de transformation audiovisuel visant 38,2 M€ d'économies nettes sur deux ans (17,5 M€ en 2019 et 20,7 M€ en 2020) puis, en décembre 2019, d'un dispositif transitoire de rabot uniforme et général sur les soutiens au cinéma se traduisant dès le budget initial 2020 par un effort d'économies de 15 M€ ; par ailleurs, la revue générale des soutiens, dont l'objet n'est pas principalement budgétaire, permettra néanmoins de préserver pour les années futures (2021 et après), et de manière structurelle, l'équilibre budgétaire du CNC ;
- des mesures de modernisation et de sécurisation des ressources : le CNC a remporté deux contentieux de série en matière fiscale (dont les risques étaient équivalents à deux années de soutiens) ; mise en oeuvre de la réforme fiscale adoptée en loi de finances pour 2020 (une réforme fiscale plus structurelle étant à l'étude dans la perspective du PLF 2021 destinée à assurer sur la durée la stabilité des ressources du fonds de soutien en cohérence avec les profondes mutations du secteur) ;
- des mesures d'intensification des contrôles tant sur les recettes (contrôles fiscaux) que sur les dépenses (lutte contre la fraude au soutien financier).

Concernant le financement de la politique de soutien au cinéma et à l'image animée, l'année 2019 a été marquée par une plus-value de taxe sur les entrées en salles de cinéma (TSA) de l'ordre de 8,4 M€ par rapport à 2018, ainsi qu'une moins-value de taxe sur les services de télévision (TST) de l'ordre de -7,6 M€ par rapport à 2018. Par ailleurs, le dynamisme du rendement de la taxe sur la diffusion en vidéo physique et en ligne de contenus audiovisuels (TSV) se poursuit, porté principalement par l'acteur *leader de* la vidéo à la demande par abonnement.

### Gouvernance et pilotage stratégique

Dominique Boutonnat a été nommé président du CNC à l'issue du Conseil des ministres du 24 juillet 2019. Le 8 octobre 2019, lors de la tenue exceptionnelle de la commission de suivi du fonds de soutien dite « Commission Chavane », Dominique Boutonnat a annoncé la mise en oeuvre en 2020 d'une revue générale des soutiens destinée à donner davantage de cohérence et de clarté aux dispositifs d'intervention. Ils seront ainsi tous réinterrogés au regard des objectifs de la politique publique en faveur du cinéma et de l'image animée.

Concernant l'activité de l'établissement, une nouvelle direction du numérique, dont la double mission est d'accompagner la transformation numérique des filières d'une part et celle du Centre d'autre part, a été créée. Elle est en charge du soutien à l'ensemble des technologies numériques et innovantes (industries techniques et innovation, vidéo et création numérique) et pilote le chantier interne de modernisation et de sécurisation des systèmes d'information de l'établissement. Cette création s'inscrit pleinement dans le plan « Action Publique 2022 » de transformation numérique de l'État.

Enfin, le bilan de l'opération de regroupement des équipes parisiennes a été dressé, après une première année de pleine occupation du nouveau siège du CNC situé boulevard Raspail : près d'1,5 M€ d'économies annuelles en termes de coûts de gestion ont été réalisées, et des travaux d'amélioration de la consommation d'énergie devraient permettre à terme des gains supplémentaires.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>ou nature de la dépense  | Réalisation 2018 (RAP)        |                        | LFI 2019                      |                        | Réalisation 2019              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P175 – Patrimoines</b>   | <b>20</b>                     | <b>20</b>              |                               |                        |                               |                        |
| Transferts  | 20                            | 20                     |                               |                        |                               |                        |
| <b>P131 – Création</b>  | <b>238</b>                    | <b>238</b>             |                               |                        | <b>238</b>                    | <b>238</b>             |
| Transferts  | 238                           | 238                    |                               |                        | 238                           | 238                    |
| <b>P224 – Transmission des savoirs et<br/>démocratisation de la culture</b>                 | <b>60</b>                     | <b>60</b>              |                               |                        | <b>80</b>                     | <b>80</b>              |
| Transferts  | 60                            | 60                     |                               |                        | 80                            | 80                     |
| <b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en<br/>matière économique et industrielle</b> |                               |                        |                               |                        |                               | <b>675</b>             |
| Transferts  |                               |                        |                               |                        |                               | 675                    |
| <b>P147 – Politique de la ville</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>564</b>                    | <b>564</b>             |
| Transferts  |                               |                        |                               |                        | 564                           | 564                    |
| <b>Total</b>  | <b>318</b>                    | <b>318</b>             |                               |                        | <b>881</b>                    | <b>1 556</b>           |

Le CNC a perçu en 2019, 318 k€ au titre du dispositif pour la création artistique multimédia et numérique (Dicréam), mécanisme d'aide cofinancé entre le CNC, le ministère de la Culture et le Centre national du livre. Ces crédits sont répartis comme suit : 238 k€ de la DGCA via le programme 131 et 80 k€ au titre du SG du ministère de la Culture via le programme 224.

## COMPTE FINANCIER 2019

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges   | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Produits   | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel   | 34 078              | 29 670                  | Subventions de l'État  | 1 608               | 2 085                   |
| <i>dont charges de pensions civiles</i>                             | <i>2 050</i>        | <i>1 535</i>            | – subventions pour charges de service public                                       |                     |                         |
|   |                     |                         | – crédits d'intervention( transfert)   | 1 608               | 2 085                   |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel                   | 77 432              | 103 635                 | Fiscalité affectée   | 686 950             | 739 207                 |
| Intervention (le cas échéant)                                       | 661 795             | 666 203                 | Autres subventions   | 555                 | 1 075                   |
| Opérations d'ordre (inclues dans Fonctionnement et/ou Intervention) | 50 014              | 61 313                  | Autres produits  | 36 567              | 33 316                  |
| <i>dont dotations aux amortissements et provisions</i>              | <i>50 014</i>       | <i>61 311</i>           | <i>dont reprises aux amortissements et provisions</i>                              | <i>5 301</i>        | <i>3 185</i>            |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>       |                     | <i>2</i>                | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>                                 |                     | <i>2</i>                |
|   |                     |                         | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | <i>98</i>           | <i>98</i>               |
| <b>Total des charges</b>  | <b>773 305</b>      | <b>799 508</b>          | <b>Total des produits</b>  | <b>725 680</b>      | <b>775 683</b>          |
| Résultat : bénéfice   |                     |                         | Résultat : perte   | 47 625              | 23 825                  |
| Total : équilibre du CR   | 773 305             | 799 508                 | Total : équilibre du CR  | 773 305             | 799 508                 |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Ressources   | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       | 3 010               |                         | Capacité d'autofinancement                             |                     | 34 203                  |
| Investissements                      | 87 589              | 93 015                  | Financement de l'actif par l'État                      |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      | 70 160              | 74 088                  |
| Remboursement des dettes financières | 1 136               | 1 136                   | Augmentation des dettes financières                    |                     | 36 905                  |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>91 735</b>       | <b>94 151</b>           | <b>Total des ressources</b>                            | <b>70 160</b>       | <b>145 196</b>          |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     | 51 045                  | Diminution du fonds de roulement                       | 21 575              |                         |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat net comptable négatif (-23,8 M€) s'explique principalement par le déficit de 25 M€ prévu dans la construction du BI 2019 - conformément à la demande du Gouvernement d'un étalement sur deux ans (2019 et 2020) du plan d'adaptation audiovisuel et à l'utilisation des réserves spécifiques à hauteur de 18,1 M€ (réserves de solidarité pluriannuelle, réserve numérique, fonds exportation et projet immobilier conformément aux prévisions du budget 2019). Ce résultat est toutefois en amélioration de 23,8 M€ par rapport aux prévisions initiales du BI 2019 (-47,6 M€) grâce à un meilleur rendement de la fiscalité affectée et à l'enregistrement de subventions de l'Etat plus importantes que prévu en budget initial.

L'exécution 2019 se traduit par une capacité d'autofinancement de 34,2 M€, en amélioration par rapport au BI 2019 qui prévoyait une insuffisance de financement de -3 M€.

Le niveau du fonds de roulement au 31/12/2019 (655,0 M€) est en augmentation de 51,0 M€ par rapport au niveau constaté au 31/12/2018 (603,9 M€), principalement en raison de la mise sous séquestre (au compte 165, cf. tableau « Endettement et engagement hors bilan » *infra*) et du provisionnement (au compte 15) des sommes reçues au titre des redressements opérés par le CNC à la suite de contrôles de TST et sur lesquels les redevables concernés ont introduit des contestations (36,9 M€).

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                | Budget initial 2019 |                | Compte financier 2019 * |                |
|---|---------------------|----------------|-------------------------|----------------|
|   | AE                  | CP             | AE                      | CP             |
| Personnel                               | 34 078              | 34 078         | 32 531                  | 32 531         |
| Fonctionnement                          | 27 729              | 26 816         | 42 058                  | 42 571         |
| Intervention                            | 613 117             | 595 496        | 603 379                 | 597 587        |
| Investissement                          | 92 336              | 87 579         | 89 792                  | 93 138         |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b> | <b>767 260</b>      | <b>743 969</b> | <b>767 760</b>          | <b>765 827</b> |
| Dépenses de pensions civiles globales   | 2 050               | 2 050          | 1 547                   | 1 547          |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>721 369</b>      | <b>741 477</b>          |
| Subvention pour charges de service public       | 0                   | 0                       |
| Autres financements de l'État                   | 0                   | 10                      |
| Fiscalité affectée                              | 686 950             | 707 744                 |
| Autres financements publics                     | 0                   | 157                     |
| Recettes propres                                | 34 419              | 33 566                  |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>409</b>          | <b>4 157</b>            |
| Financements de l'État fléchés                  | 0                   | 1 525                   |
| Autres financements publics fléchés             | 409                 | 1 727                   |
| Recettes propres fléchées                       | 0                   | 905                     |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>721 778</b>      | <b>745 634</b>          |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b> | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>  | <b>22 191</b>       | <b>20 193</b>           |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination   | Personnel        | Fonctionnement   |                  | Intervention       |                    | Investissement   |                  | Total              |                    |
|---|------------------|------------------|------------------|--------------------|--------------------|------------------|------------------|--------------------|--------------------|
|   | AE = CP          | AE               | CP               | AE                 | CP                 | AE               | CP               | AE                 | CP                 |
| Autres soutiens aux industries cinématographiques et audiovisuelles | 1 307<br>1 256   | 9 809<br>27 922  | 9 779<br>27 627  | 56 490<br>54 287   | 51 098<br>46 139   | 0<br>0           | 0<br>0           | 67 606<br>83 465   | 62 184<br>75 022   |
| Distribution, diffusion et promotion du cinéma et de l'audiovisuel  | 6 539<br>6 288   | 2 651<br>1 917   | 2 642<br>1 933   | 166 448<br>168 118 | 158 142<br>169 048 | 49 188<br>51 988 | 49 078<br>51 913 | 224 826<br>228 311 | 216 401<br>229 182 |
| Fonctions support   | 13 813<br>13 048 | 12 373<br>10 854 | 11 687<br>10 716 | 0<br>0             | 0<br>0             | 6 101<br>4 999   | 6 391<br>7 331   | 32 287<br>28 901   | 31 891<br>31 095   |

(en milliers d'euros)

| Destination<br><i>Budget initial<br/>Compte financier *</i> | Personnel                |                          | Fonctionnement           |                            | Intervention               |                          | Investissement           |                            | Total                      |  |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------|----------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------|----------------------------|--|
|   | AE = CP                  | AE                       | CP                       | AE                         | CP                         | AE                       | CP                       | AE                         | CP                         |  |
| Industries techniques et innovation                         | 907<br>872               | 0<br>0                   | 0<br>0                   | 23 344<br>22 185           | 19 749<br>19 211           | 50<br>0                  | 118<br>0                 | 24 301<br>23 057           | 20 774<br>20 083           |  |
| Plan numérique  | 5 254<br>5 050           | 2 476<br>1 307           | 2 426<br>2 219           | 5 050<br>2 850             | 10 232<br>5 888            | 1 347<br>151             | 2 013<br>286             | 14 127<br>9 358            | 19 925<br>13 443           |  |
| Production et création audiovisuelles                       | 3 055<br>2 937           | 0<br>0                   | 0<br>0                   | 254 413<br>254 948         | 252 847<br>256 810         | 11 250<br>12 992         | 11 250<br>13 029         | 268 718<br>270 877         | 267 152<br>272 776         |  |
| Production et création cinématographiques                   | 3 203<br>3 080           | 420<br>58                | 282<br>74                | 107 372<br>100 990         | 103 428<br>100 494         | 24 400<br>19 663         | 18 729<br>20 577         | 135 395<br>123 791         | 125 642<br>124 225         |  |
| <b>Total</b>  | <b>34 078<br/>32 531</b> | <b>27 729<br/>42 058</b> | <b>26 816<br/>42 569</b> | <b>613 117<br/>603 378</b> | <b>595 496<br/>597 590</b> | <b>92 336<br/>89 793</b> | <b>87 579<br/>93 136</b> | <b>767 260<br/>767 760</b> | <b>743 969<br/>765 826</b> |  |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>22 191</b>       | <b>20 193</b>           |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 1 136               | 1 136                   |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 700                 | 243                     |
| Autres décaissements non budgétaires  | 0                   | 39                      |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>24 027</b>       | <b>21 611</b>           |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>0</b>            | <b>15 322</b>           |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 0                   | 265                     |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 0                   | 15 057                  |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>24 027</b>       | <b>36 933</b>           |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 0                   | 36 908                  |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 200                 | 25                      |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                   | 0                       |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>200</b>          | <b>36 933</b>           |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>23 827</b>       | <b>0</b>                |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 2 286               | 0                       |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 21 541              | 0                       |
| <b>Total des financements</b>   | <b>24 027</b>       | <b>36 933</b>           |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le solde budgétaire enregistré au compte financier 2019 (-20,2 M€) est très légèrement inférieur à la prévision de déficit inscrite en BI 2019 (-22,2 M€), en lien principalement avec un surcroît de recettes enregistré (enregistrements de plus-values de taxes affectées).

Le montant total des engagements réalisés en 2019 s'élève à 767,8 M€, ce qui est conforme aux autorisations d'engagement ouvertes en BI 2019 (767,3 M€).

Les crédits de paiements consommés en 2019 sont supérieurs de 21,9 M€ aux prévisions du BI 2019 (à 765,8 M€) : cette surconsommation correspond presque exclusivement à des subventions de soutiens sélectifs (distribution, diffusion et promotion du cinéma et de l'audiovisuel et production et création audiovisuelles). Les écarts aux prévisions sur les paiements à la fin de l'exercice sont liés au rythme d'avancement des projets soutenus et à la bonne réception des pièces justificatives de la part des bénéficiaires, qui peut varier notablement d'un projet à l'autre. Il est à noter que le CNC dispose des montants couvrant la totalité des CP correspondants dans sa trésorerie, laquelle est alimentée au fur et à mesure des encaissements émergeant les titres de recettes.

En exécution 2019, le total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (21,6 M€) est inférieur au montant anticipé au BI 2019, principalement en raison d'un déficit budgétaire constaté moindre que prévu, comme exposé *supra*, ainsi qu'une exécution des opérations non budgétaires inférieure aux prévisions du BI 2019 (-59,8 %).

L'exécution 2019 se traduit par une progression de la trésorerie de 15,3 M€ par rapport à 2018 (+2,5 %) qui s'explique par les mêmes faits que ceux justifiant la variation du fonds de roulement (détaillés *supra* dans le tableau « Compte financier 2019 de l'opérateur »).

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

|  | Réalisation 2018<br>(1) | Prévision 2019<br>(2) | Réalisation 2019 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>465</b>              | <b>468</b>            | <b>459</b>       |
| – sous plafond                                       | 458                     | 453                   | 451              |
| – hors plafond                                       | 7                       | 15                    | 8                |
| <i>dont contrats aidés</i>                           | 6                       | 14                    | 2                |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       | 5                |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par ce programme              |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

En 2019, le CNC a consommé son plafond d'emplois à hauteur de 451 ETPT sous plafond et de 7,9 ETPT hors plafond. L'écart entre la prévision et l'exécution 2019 est essentiellement dû à la sous-consommation des emplois hors plafond.

Les 7,9 ETPT hors plafond correspondent pour l'année 2019 à :

- 1 emploi dédié à la gestion de l'aide ACM Distribution, subventionné en totalité par la commission européenne ;
- 6,9 emplois aidés (5,1 contrats "apprentis" et 1,8 ETPT en "emplois d'avenir").

L'écart entre les années 2018 et 2019 sur les contrats aidés est dû à l'évolution des enveloppes de contrats déployées globalement par l'État. À partir du second semestre 2017, les enveloppes consacrées à ce dispositif, et plus particulièrement les emplois d'avenir, ont été notablement réduites.

Au premier semestre 2018, les anciennes formes de contrats aidés ont été remplacées par le parcours emploi compétence "le PEC". En 2019 on constate que ce dispositif reste déployé dans des volumes beaucoup plus limités que ceux correspondant aux anciennes formes de contrats aidés.

Concernant les autres emplois en fonction dans l'opérateur : un agent mis à disposition du CNC et rémunéré contre remboursement par le CNC au ministère de la Culture est comptabilisé depuis 2019 dans la dépense de fonctionnement et non plus celle du personnel, ce qui explique l'écart entre la réalisation 2018 et la réalisation 2019 sur la catégorie en question.

## CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE

### Principaux faits structurants de l'année 2019

La Cinémathèque française conserve en 2019 les axes majeurs de son projet culturel :

- Enrichissements, conservation, restauration et numérisation de ses collections ;
- Diversification et rajeunissement de sa fréquentation ;
- Organisation d'expositions temporaires et valorisation de ses collections ;
- Présentation du cœur de ses collections dans le Musée ;
- Programmation de séances de tous genres et toutes époques, autour de grandes rétrospectives et hommages, attirant régulièrement plus de 200 000 spectateurs ;
- Organisation du festival international de films restaurés *Toute la Mémoire du Monde* ;
- Conférences, rencontres, lectures en accompagnement des films et expositions ;
- Activités pédagogiques dans ses ateliers, salles de projection ou en milieu scolaire ;
- Bibliothèque pour les étudiants, cinéphiles, professionnels et chercheurs et librairie-boutique.

Au niveau de la fréquentation, l'année 2019 est marquée par l'organisation de trois expositions temporaires :

- *Il était une fois... Sergio Leone*, du 10 octobre 2018 au 4 février 2019, a rassemblé 50 338 visiteurs (ticket moyen de 7,18€) ;
- *Quand Fellini rêvait de Picasso*, du 3 avril au 28 juillet 2019, a rassemblé 18 730 visiteurs (ticket moyen de 6,11€) ;
- *Vampires*, du 9 octobre 2019 au 19 Janvier 2020, a rassemblé 49 356 visiteurs (ticket moyen de 7,30€).

La fréquentation des salles de cinéma s'élève à 250 000 spectateurs en 2019, en léger recul de 2% par rapport à 2018 s'expliquant par l'impact des grèves de décembre. La fréquentation des espaces du Musée cumule 32 510 visiteurs en 2019, soit une diminution de 15% par rapport à l'année dernière. La Bibliothèque voit sa fréquentation en léger recul de 3% et se situe à 16 486 visiteurs.

Les activités commerciales autour de la librairie, la boutique, le restaurant, les locations d'espaces se poursuivent en lien avec le niveau de fréquentation.

### Gouvernance et pilotage stratégique

- Lettre de mission, COP, éventuels rendez-vous stratégiques ;

Aucun changement n'est intervenu dans la gouvernance en 2019. Le contrat d'objectifs et de performance signé début 2016 fixait les enjeux pour la période 2016-2018, l'élaboration du contrat pour la période 2020-2022 est en cours de discussion et d'élaboration avec le CNC, le ministère de la Culture et le contrôle financier.

- politique immobilière et SPSI ;

**Rappel** : pour ses activités ouvertes au public, la Cinémathèque française est attributaire du bâtiment 51 rue de Bercy via une convention d'occupation d'une durée de 50 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ce bâtiment construit il y a près de 20 ans commence à montrer des signes de vieillissement et nécessite des dépenses d'entretien de plus en plus importantes.

Par ailleurs, et pour la conservation et le stockage de ses collections, elle occupe via une convention des surfaces du Fort de Saint Cyr mises à sa disposition par le Centre national du cinéma et de l'image animée et elle loue des locaux de stockage auprès de bailleurs privés, Chenue (boulevard Ney), et TS Lumière (avenue des Terroirs de France).

**Projet :** Afin de résoudre le problème du stockage de ses collections de films, d'archives et d'objets, la Cinémathèque française travaille avec le Centre national du cinéma et l'Institut national de l'audiovisuel sur un projet de construction d'un bâtiment partagé et destiné à stocker tout ou partie des collections des trois institutions. Ce bâtiment serait construit sur le terrain sur lequel l'INA possède déjà plusieurs bâtiments, sur la commune de Saint Rémy l'Honoré (78) et permettrait à la Cinémathèque française de réaliser de substantielles économies de loyers tout en disposant de locaux répondant aux normes modernes de conservation.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>ou nature de la dépense                              | Réalisation 2018 (RAP)        |                        | LFI 2019                      |                        | Réalisation 2019              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P224 – Transmission des savoirs et<br/>démocratisation de la culture</b> | <b>263</b>                    | <b>263</b>             |                               |                        | <b>13</b>                     | <b>13</b>              |
| Transferts  | 263                           | 263                    |                               |                        | 13                            | 13                     |
| <b>Total</b>  | <b>263</b>                    | <b>263</b>             |                               |                        | <b>13</b>                     | <b>13</b>              |

La subvention principale de la Cinémathèque est versée par le Centre National de la Cinématographie (CNC) et non par l'Etat. En 2019, elle s'élève à 19,2 M€ (exécution conforme à la prévision).

Par ailleurs La Cinémathèque française bénéficie depuis plusieurs années d'un soutien de la DRAC Ile-de-France de 13 365€ (exécution conforme à la prévision) qui se poursuit en 2019. Elle apporte son soutien aux enseignements obligatoires et facultatifs du Cinéma auprès de Lycées de l'académie de Paris (Lycée Paul Valéry - options obligatoire et facultative ; et Lycée Raspail : option facultative).

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

|  | Réalisation 2018<br>(1) | Prévision 2019<br>(2) | Réalisation 2019 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>219</b>              | <b>220</b>            | <b>217</b>       |
| – sous plafond                                       | 213                     | 213                   | 212              |
| – hors plafond                                       | 6                       | 7                     | 5                |
| <i>dont contrats aidés</i>                           |                         | 6                     |                  |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       | 1                |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par ce programme              |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

La réalisation est quasiment conforme à la prévision, l'écart de 1 poste sous plafond n'étant pas significatif. Il résulte d'une accumulation de plusieurs périodes de vacance de poste entre le départ d'un salarié et son remplacement.